

Extrait du Site de l'Association Adéquations

<http://www.aequations.org/spip.php?article1385>

Revue de presse lobbies 2009

- Archives des revues de presse d'Adéquations -

Date de mise en ligne : 2009

Site de l'Association Adéquations

Lobbies triomphants

[31/12/2009, L'Alsace, Patrick FLUCKIGER](#)

Editorial.- L'année 2009 devait être celle de l'écologie, avec, au plan international, le Sommet de la Terre de Copenhague, et, au plan français, la mise en oeuvre effective du Grenelle de l'Environnement. Nicolas Sarkozy était monté en première ligne sur les deux fronts, en espérant bien récolter les lauriers du président le plus bio de la planète. Au lieu de cela, il s'est pris une volée de bois... vert. Copenhague est une déception et la taxe carbone, fleuron du budget 2010, est purement et simplement annulée. François Fillon annonce un nouveau texte pour le 20 janvier, mais il est difficile de croire que le gouvernement pourra reconstruire en trois semaines une usine à gaz qui a explosé après des mois de bricolage. L'industrie, les agriculteurs, les transporteurs, les pêcheurs, sont déjà vent debout contre une deuxième mouture. L'opposition à une fiscalité écologique sort (très) renforcée de ce bide. (...)

À partir d'un moment, les beaux discours ne suffisent plus, il faut passer aux actes. Pour la taxe carbone, Nicolas Sarkozy a reculé devant les groupes de pression multiples qui se sont acharnés à défendre leur pré carré. À Copenhague, Obama et Hu Jintao ont défendu leurs groupes de pression à eux. L'année écologique a finalement été celle des **lobbies** triomphants.

Le Conseil constitutionnel dit non à la taxe carbone

[30/12/2009, La Dépêche](#)

Le Conseil constitutionnel a annoncé hier soir avoir annulé la taxe carbone qui devait entrer en vigueur le 1er janvier, estimant que la loi crée trop d'exemptions, ce qui est « contraire à l'objectif de lutte contre le réchauffement climatique » et crée une inégalité face à l'impôt. (...)

Autant dire que cette décision a de quoi embarrasser un Président en vacances et sa majorité qui, à force de tergiverser, à force d'exempter les plus gros pollueurs, avait fini par concocter une véritable usine à gaz dont les ménages étaient la cible prioritaire. (...)

Certes, le gouvernement se donne un mois pour revenir à la charge et sans doute élaborer une nouvelle taxe plus présentable. Mais le contretemps, imposé par les « Sages », constitue assurément un rappel à l'ordre très politique, autant dire un revers.

Sur la forme, d'abord : on ne peut pas agir à l'emporte pièce et céder à la pression des **lobbies** industriels.

Sur le fond, ensuite : dans une société qui subit la crise, écologique et sociale, il importe de répartir les efforts. Y aurait-il un consensus pour lutter contre le réchauffement climatique, l'impôt doit par principe demeurer égalitaire. Sous peine d'être inacceptable.

« Le lobby du pétrole pèse très lourd à Washington »

[17/12/2009, Le Temps, Etienne DUBUIS](#)

De nombreux groupes de pression pèsent sur les négociations à Copenhague, à commencer par celui de l'or noir.
Interview

Les chefs d'Etat et de gouvernement présents à Copenhague ont tous à gérer chez eux la pression de différents **lobbys**. Des **lobbys** qui peuvent à certains moments peser d'un poids très lourd sur les négociations. Steve Kretzmann, directeur exécutif de l'organisation non gouvernementale Oil Change International, décrit l'un des plus puissants d'entre eux : celui des grandes compagnies pétrolières américaines.

Le Temps : Quel objectif s'est fixé votre organisation ?

Steve Kretzmann : Oil Change International s'est fixé pour but de séparer le pétrole et l'Etat sur le territoire américain. L'industrie pétrolière exerce une très grosse influence sur la vie politique à Washington. De chaque million de dollars investi au Congrès elle retire 60 millions. Et cette situation est très dommageable pour mon pays. Nous luttons par conséquent contre cette influence par divers moyens, en exposant ce travail d'influence au grand public et en tentant de dissuader les politiciens d'entrer dans ce jeu.

Les compagnies pétrolières sont peu visibles à Copenhague, contrairement à d'autres lobbys...

Effectivement, elles n'ont délégué ici que du personnel de niveau modeste. Elles n'ont pas besoin de participer au show. Leurs dirigeants ont leurs entrées au plus haut niveau du pouvoir américain, au Congrès, dans les ministères, à la Maison-Blanche. Quand les négociateurs américains avancent des propositions précises, vous pouvez être sûrs qu'elles ont été discutées au préalable avec ces milieux. (...)

Climat et Lobbying : Ramifications françaises

[17/12/2009, Contrinfo](#)

La France n'est évidemment pas indemne des réseaux d'influence multiples et entrecroisés du **lobbyisme**. En suivant la trace des acteurs impliqués dans les campagnes menées par Fred Singer, on rencontre des hommes qui interviennent dans les débats publics français sur les questions de santé et d'environnement. Voici deux études de cas, révélatrices des pratiques et du rôle joué localement par les pairs des collaborateurs habituels du SEPP, le think tank fondé par Singer. (...)

Vous aussi devenez lobbyiste spécialisé dans l'environnement !

[16/12/2009, L'EXPRESS.fr, Arthur NAZARET](#)

Si vous cherchez un métier d'avenir, intéressez-vous au **lobbying** environnemental. Entre Grenelle, « paquet climat-énergie » de l'Union européenne et sommet de Copenhague, le **lobbyiste** aura à l'avenir une foule de décisions à influencer et de lois à réécrire.

Le **lobbying** ne connaît pas la crise, et les entreprises ont de plus en plus recours aux spécialistes. « Pour nous, ça se développe très très fortement. Aujourd'hui, l'environnement est de loin notre premier secteur d'activité. Cela représente entre 30 et 40 % de notre travail », s'enthousiasme Gilles Lamarque, le directeur général d'Anthenor Public Affairs, un cabinet de **lobbying**. (...)

(...) Parmi les autres initiatives, le cabinet Séance publique va lancer un pôle de formation en « **lobbying** responsable » (ne l'était-il pas jusqu'alors ?) qui englobera tout le vocabulaire à la mode : éthique, transparence et développement durable.

Qui est à Copenhague ?

[08/12/2009, Libération](#)

Le monde entier converge vers Copenhague, capitale du climat sous haute surveillance où se joue depuis lundi, et pour deux semaines, le plus grand rendez-vous de la planète, par son ampleur et ses enjeux.

30.000 personnes (délégués, médias, ONG) sont attendues d'ici au 18 décembre dans la capitale danoise. Sans compter les invités surprise, à commencer par les activistes...

Les délégués de chaque pays

Au total, ils sont 15.000 et représentent 192 pays. A titre indicatif, la délégation française compte environ 50 personnes, membres du ministère de l'Environnement, des Affaires étrangères et des Finances.

Que font-ils ? Ils rencontrent leurs homologues au sein de réunions informelles (non ouvertes aux ONG et journalistes). Le reste du temps, ils discutent avec les ONG dans ce qu'on appelle « des groupes de contact ».

Les ONG

Pour faire pression sur les délégués, quelque 17.000 membres d'ONG sont mobilisés. D'un côté, les experts qui font du **lobbying** au siège de la conférence, le Bella Center, où tout se trame. De l'autre, les militants qui multiplient les actions en tous genres à l'extérieur pour garder l'attention du monde sur Copenhague.

Les ONG qui disposent d'un statut d'« observateur » (notamment du réseau Climate Action Network) ont accès aux deux séances plénières (celle d'ouverture, le 7 décembre, et celle de fermeture, le 18), ainsi qu'aux groupes de contact. « On essaye d'organiser une réunion formelle par semaine avec les délégations sur un sujet précis : la baisse des émissions, le financement, l'adaptation », explique Morgane Creach, du réseau Action Climat. L'objectif : écouter les propositions et éventuellement faire du **lobbying** pour infléchir le sens des décisions prises. Au total, plus de 2000 réunions sont prévues jusqu'au 18 décembre.

La nature des ONG présentes a évolué au fil des conférences climatiques. Il y a les traditionnelles, comme Greenpeace ou les Amis de la Terre. Plus récemment, se sont aussi imposées les ONG de développement comme Action contre la faim, Handicap international.

Les Bingos (Business non gouvernemental organisation), VRP des milieux d'affaires, se distinguent des Gongos (Gouvernemental non gouvernemental organisation), associations qui vont dans le sens des intérêts défendus par leur gouvernement. (...)

Cochet (Verts) dénonce un "lobby électro-nucléaire" à l'Assemblée

[08/12/2009, Romandie News d'après AFP](#)

Le député Verts Yves Cochet a affirmé mardi que "le **lobby** électro-nucléaire" était en train de "saboter le Grenelle de l'environnement" à l'Assemblée nationale.

Dans un communiqué, l'élu écologiste de Paris déplore les conclusions, au moment du sommet de Copenhague sur le climat, du récent rapport parlementaire de ses collègues Claude Birraux et Christian Bataille, qui "préconise notamment l'obligation d'installer la climatisation dans tous les bâtiments neufs ainsi qu'une série de mesures défavorables aux énergies renouvelables". (...)

Les complices de l'algue verte

[08/12/2009, Libération](#)

Durant des décennies, le **lobby** agroalimentaire breton et les représentants de l'Etat ont privilégié la productivité au détriment de l'environnement. Une entente que dénonce la mission sur les « laitues de mer » qui rend ses conclusions cette semaine.

Il aura fallu la mort d'un cheval, victime des émanations toxiques des algues vertes entassées sur une plage bretonne, le 28 juillet, pour que les lignes commencent à bouger. « Il faudrait lui ériger un mausolée », plaisante René Roparz, le maire (sans étiquette) de Saint-Michel-en-Grève, théâtre de l'événement. (...)

Jusqu'à présent, du côté de l'Etat, la responsabilité de l'agriculture intensive n'était évoquée qu'à mots couverts. Rendue publique cet automne, une note confidentielle, du préfet des Côtes-d'Armor au Premier ministre et au secrétariat d'Etat à l'Ecologie a pourtant mis les pieds dans ce plat d'ulves nauséabondes. (...)

La foi absolue dans le modèle productiviste

(...) Mais si la Bretagne est bien connue pour être une terre de croyances, s'y est ajouté à partir des années 50-60 un nouveau credo : la foi absolue dans le modèle agricole intensif et productiviste. Ne parle-t-on pas de « miracle économique » pour décrire la transformation d'une agriculture traditionnelle et familiale en industrie agroalimentaire toute puissante ? Cette évolution répondait alors à des besoins alimentaires réels, ceux de la France de l'après-guerre. Puis, très vite, elle devint un élément crucial de l'équilibre de la balance commerciale nationale. Du coup, les simples citoyens osant remettre en cause ce système, ou en pointer les effets pervers, firent longtemps figure de grands hérétiques. (...)

Les pouvoirs publics ne sont pas en reste pour venir au secours du **lobby** agroalimentaire. En 1988, le préfet des Côtes-d'Armor, Raymond Jaffrezou, écrivait dans le journal départemental de la FDSEA, syndicat majoritaire et omnipotent dans la région : « *C'est dans les Côtes-du-Nord [l'ancien nom des Côtes-d'Armor, ndlr] que les éleveurs ont les premiers, à ma demande, accepté [...] une discipline d'épandage qui produit pleinement ses effets.* » Vingt ans plus tard, malgré une surinflation de documents administratifs, on est loin du compte... (...)

Copenhague : la "société civile" se mobilise

[07/12/2009, Le Temps, repris par Le Courrier international, Etienne DUBUIS](#)

Des centaines d'organisations non gouvernementales ont afflué dans la capitale danoise pour opposer au **lobby** des énergies fossiles un "**lobby** des citoyens".

(...) les diplomates seront moins nombreux que les "observateurs" - les délégués des organisations non gouvernementales, des universités, des Eglises, etc.

Cela s'explique par le fait que nombre de citoyens, regroupés dans des centaines d'organisations non gouvernementales (ONG), veulent éviter de laisser les gouvernements affronter seuls le problème du réchauffement climatique. Un problème qui, à leurs yeux, conduit le monde à la catastrophe et doit être empoigné avec la plus grande vigueur. Il est des circonstances, pensent-ils, et le réchauffement climatique en est une, où la politique s'avère une affaire trop sérieuse pour être laissée aux politiciens.

De quoi s'inquiètent ces militants ? De la puissance des **lobbys** qui défendent le secteur des énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon) et, plus généralement, qui veulent maintenir le statu quo. Face à eux, ils considèrent qu'il n'existe qu'une seule façon d'agir : créer un autre **lobby** pour exercer une pression contraire sur les Etats. "On ne peut pas en vouloir aux hommes politiques, explique un de leurs chefs de file, l'écrivain américain Bill McKibben dans un récent numéro de *La Revue durable*. On peut les considérer comme des instruments scientifiques qui mesurent la pression politique. S'ils détectent assez de pression, ils se mettent à faire ce que vous voulez qu'ils fassent. [...] Le fait qu'en matière de climat ils ne proposent que des changements minimes signifie que la pression du côté des compagnies minières et pétrolières est bien plus forte que du côté de ceux qui exigent des mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre. A un certain niveau, c'est donc de notre faute, pas de la leur." Conclusion : pour faire pencher la balance du bon côté, il s'agit d'engager une troisième force. Laquelle ? L'opinion publique. (...)

"A Copenhague, les lobbies viendront surtout pour s'informer"

[07/12/2009, L'Express, Walid BERISSOUL](#)

Le sommet de l'ONU sur le climat ne réunit pas seulement les négociateurs de 192 pays. De nombreux industriels ont aussi fait le voyage dans la capitale danoise. Irja Vormedal, chercheuse en sciences politiques à l'Université d'Oslo et spécialiste des négociations sur le climat, nous explique leurs objectifs.

*Beaucoup d'écologistes et d'ONG craignent que les **lobbies** industriels et pétroliers pèsent négativement sur le*

sommet de Copenhague. Quel est leur rôle exact ?

Les acteurs de l'industrie des énergies fossiles (pétrole, charbon, gaz) seront effectivement très présents à Copenhague, mais d'abord pour s'informer de ce qu'il se passe, plus que pour exercer une influence sur les décisions. Ils ont besoin de s'asseoir autour de la table, et c'est pourquoi on constate aujourd'hui que plus aucun d'entre eux ne s'oppose frontalement à un accord sur le climat. (...) Du coup, les **lobbies** qui représentent les industries fossiles s'adaptent en changeant de stratégie : ils ne contestent plus le principe d'une régulation, mais veulent désormais peser sur le type de régulation que les Etats chercheront organiser.

Quel type d'accord ces **lobbies** espèrent-ils ?

Leur intérêt est d'obtenir un accord qui soit le plus global possible, c'est à dire qui comprenne la Chine, l'Inde et les pays émergents de manière à s'ouvrir de nouveaux terrains de jeu. En revanche, ils ne soutiendront probablement pas un accord qui n'incluerait que les pays industrialisés, car ce que ces entreprises veulent éviter avant tout, c'est d'avoir un trop grand écart de réglementation entre les pays. (...)

*Dans le même temps, aux Etats-Unis, certains **lobbies** soutenus par des groupes pétroliers ou miniers mènent des campagnes d'opinion contre les projets d'Obama visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre...*

Oui, car le vrai **lobbying** s'exerce au niveau national. C'est de loin l'échelon le plus efficace pour les groupes industriels, qui peuvent beaucoup mieux s'organiser, faire pression sur les élus et les gouvernements, mener des campagnes d'opinion ciblées. On le voit évidemment aux Etats-Unis où les **lobbies** ont réussi à ralentir l'adoption du paquet "énergie-climat" de Barack Obama. (...)

Quand un cabinet privé est consulté sur une proposition de loi...

[07/12/2009, Libération, d'après AFP](#)

Le député UMP Jean-Luc Warsmann a confirmé qu'un cabinet d'experts a travaillé à l'élaboration de son texte de simplification du droit, adopté jeudi dernier. Il assure que le procédé est conforme au règlement de l'Assemblée.

Curieux attelage. Un cabinet d'experts, Lexis Nexis, a bien travaillé à l'élaboration de la proposition de loi (UMP), adoptée jeudi dernier, pour simplifier le droit, comme l'a reconnu l'auteur ce texte, le président de la commission des Lois, Jean-Luc Warsmann. Ce qui confirme une information publiée ce lundi par Le Parisien. Une contribution tout à fait conforme au règlement, s'est empressé d'ajouter le député.

« Il n'y a rien d'irrégulier à cela. Lexis Nexis a fait un travail de recherche préalable mais n'a rédigé aucun article. Nous n'avions pas les ressources suffisantes en interne, nous avons donc eu affaire à un cabinet d'experts », a précisé Warsmann à l'AFP.

Selon lui, une quinzaine de professeurs d'universités ont épluché l'ensemble des codes pour y relever des dispositions obsolètes et « ont fourni des fiches ». Un appel d'offres pour ce travail d'expertise a été lancé en octobre 2008, le comité d'évaluation du bureau de l'Assemblée ayant donné un avis favorable à la Commission des lois pour la réalisation de cette mission. Une collaboration qui aurait coûté, d'après Le Parisien, quelque 84.000 euros. (...)

La méthode de travail avait toutefois fait tilter le député (PS) Jean-Jacques Urvoas, qui avait évoqué, la semaine dernière, alors que la proposition de loi était en discussion, une « rumeur inquiétante » selon laquelle « il a été fait appel à un cabinet privé pour écrire une partie importante de cette proposition de loi ». « Le nombre de sujets traités, la complexité des dispositions modifiées, les épisodes précédents jettent un voile de suspicion sur ce texte, d'autant que le rapport du Conseil d'Etat n'a pas été publié », avait mis en garde Jean-Jacques Urvoas. (...)

"Food, Inc." : les meilleures recettes de la malbouffe

[01/12/2009, Le Monde](#)

On connaît les dérives des fast-food, dont certains films nous ont déjà dénoncé les coulisses et les effets néfastes. C'est en équipe avec le journaliste d'investigation Eric Schlosser, auteur d'un livre adapté au cinéma par Richard Linklater (*Fast Food Nation*) que Robert Kenner nous livre cette enquête sur les **lobbies** agroalimentaires américains. Ce qui est mis à jour dans ce documentaire passionnant est l'influence de l'essor du fast-food sur toute l'industrie de l'alimentation. Une réalité, disent les auteurs, que l'on "*nous cache délibérément*". (...)

Un Américain sur trois né après 2000 a toutes les chances d'être atteint de diabète. Ferments d'obésité, cultures de base du pays, blé, maïs et soja sont subventionnés. Quiconque ose semer des graines engrangées du surplus de l'année précédente plutôt que d'en acheter aux firmes "officielles" est poursuivi pour violation de brevet. La firme Monsanto, qui détient le monopole, paye 75 détectives privés pour traquer les rebelles. Cette firme a entretenu des liens étroits avec les administrations Clinton et Bush. Le gouvernement est contrôlé par les industries qu'il est censé réguler. Sous Bush, par exemple, le chef de cabinet du ministère de l'agriculture était aussi l'ancien responsable du **lobby** de l'industrie bovine à Washington. Témoignages, reportages, chiffres astronomiques : 32 000 porcs tués chaque jour dans les abattoirs de Smithfield, en Caroline du Nord, 70 % des produits alimentaires américains contiennent des ingrédients génétiquement modifiés. (...)

Amiante : un ancien dirigeant de la société Eternit mis en examen

[24/11/2009, Le Nouvel Observateur, reprise d'une dépêche AP](#)

La juge d'instruction Marie-Odile Bertella-Geffroy a mis en examen, mardi, Joseph Cuvelier, un ancien dirigeant d'Eternit, société de fibre-ciment, dans le dossier pénal de l'amiante, selon l'Association nationale de défense des victimes de l'amiante (ANDEVA).

Cet ancien directeur de la société de ciment-amiante entre 1972 et 1994 a été mis en examen pour "atteinte à l'intégrité physique" et "homicide involontaire" par la juge d'instruction du pôle judiciaire de santé publique à Paris, d'après l'avocate de l'association.

Depuis la première plainte déposée en 1996 à Valenciennes, "un médecin du travail de Valéo et des directeurs d'établissements avaient été mis en examen mais il s'agit de la première fois qu'un directeur de groupe l'est", s'est réjoui Me Sylvie Topaloff, avocate de l'Andeva (Association nationale de défense des victimes de l'amiante). La société Eternit compte cinq sites en France.

"Avec cette mise en examen, on touche au coeur d'un des leaders mondiaux et du **lobby** de l'amiante", a affirmé l'avocate pour qui "Eternit a longtemps diffusé les bienfaits de ce produit". L'amiante est interdite en France depuis le 1er janvier 1997 et ce groupe familial travaille désormais avec de la fibre-ciment.

"Cette mise en examen est particulièrement symbolique puisque, pour la première fois, c'est un industriel de l'amiante et pas simplement un employeur qui devra rendre des comptes à la justice. Elle est également emblématique puisque la famille Cuvelier symbolise depuis 1922 la réussite et le développement sur le marché national et international de l'amiante-ciment, au détriment de la santé et de la vie de populations entières", a réagi l'Andeva dans un communiqué.

Les partisans de l'éolien dénoncent un "blocage d'Etat"

[21/11/2009, RMC, Laure BRETTON, avec Reuters](#)

Il n'existe en France aucune volonté "d'en haut" de développer une filière éolienne crédible et efficace, déplorent les partisans de l'énergie tirée du vent, qui pointent du doigt le "lobby" nucléaire.

Les obstacles sont autant politiques qu'industriels et technocratiques, disent-ils. "La France ne veut pas vraiment d'une filière éolienne parce qu'elle a fait le choix du tout nucléaire et qu'elle mise beaucoup commercialement sur ce secteur", avance l'ancienne ministre de l'Environnement Corinne Lepage.

Sur le terrain, les préfets rechignent à délivrer des permis de construire "parce qu'ils ont reçu des instructions du ministre (de l'Ecologie), pas forcément écrites, leur demandant de redoubler de vigilance, ce qui revient à leur dire : 'ne faites plus rien'", estime la députée européenne. Dans ces conditions, les objectifs des autorités françaises en matière de développement des énergies renouvelables - 23% de la consommation totale en 2020 - ne sont que "des envolées lyriques" sans fondement, à ses yeux.

Pour Benoît Praderie, de la fédération Planète éolienne, l'exécutif "nous prend pour des gogos". "Sans éolien, les objectifs du Grenelle ne sont pas crédibles. C'est quasiment un mensonge d'Etat", attaque-t-il.

Dans la bulle des lobbies à l'Assemblée

[16/11/2009, Bakchich.info, Catherine GRACIET](#)

Des règles de conduite encadrent enfin l'activité des **lobbies** dans l'enceinte de l'Assemblée nationale. Las ! Ils ont déjà changé de pratiques.

Février 2009. Depuis un mois, une quarantaine de députés (sur 577) débattent de la loi « Hôpital, patients, santé et territoires » à l'Assemblée nationale. Jusqu'aux amendements concernant la vente d'alcool. « Trente députés ont surgi pour défendre leur vin. Le ton est monté avec ceux qui s'occupent des questions de santé et un socialiste a dit à une autre "Tu en veux une ?" » se souvient, estomaquée, Marisol Touraine, député d'Indre-et-Loire qui digère mal que l'on défende des positions corporatistes sur des sujets d'intérêt général.

Dans sa ligne de mire : les **lobbies**. Les exemples attestant de leur influence au Parlement fourmillent.

Ainsi, le 5 octobre, l'assistant parlementaire Samuel Le Goff se demandait malicieusement sur son blog « Comment reconnaître un amendement venant d'un **lobby** » ? Fastoche : quand des députés de bords opposés déposent le même texte d'amendement à la virgule près. Et Le Goff de pointer la loi sur les jeux en ligne, truffée d'amendements de **lobbies** : « Sur l'article 50, un amendement identique a été déposé à la fois par Charles de Courson (Nouveau Centre) et par des députés du groupe communiste. » Comprenez, l'amendement a été écrit ailleurs. (...)

Chouchouter le sport. Et pourquoi pas la justice ?

[16/11/2009, Marianne2, Philippe BILGER](#)

(...) L'Assemblée nationale avait voté la suppression du DIC [Droit à l'image collective] qui n'est rien de plus qu'une « niche fiscale » au bénéfice de seulement 2200 sportifs (1160 footballeurs et 765 rugbymen). Aussitôt, s'était mise en branle la machine à défendre le statu quo contre l'équité. Rama Yade s'opposait à Roselyne Bachelot qui tenait la juste ligne. L'UMP faisait « donner » David Douillet, à la fois récent député et Secrétaire national du parti. (...) Cela n'a pas manqué. Le Sénat, alors que l'extinction du dispositif était prévue pour le 31 décembre 2009, l'a reportée au 30 juin 2010. (...)

Dans une période de crise comme la nôtre, d'inégalités et de difficultés infiniment éprouvantes pour beaucoup de salariés, Roselyne Bachelot a eu raison de rappeler à la décence les clubs qui ont pratiqué « un **lobbying** considérable » auprès du Parlement pour maintenir en application « un dispositif injuste et inefficace ». (...)

Frédéric Lefebvre accusé de conflit d'intérêt, il dément

[10/07/2009, L'Express, Tefy ANDRIAMANANA](#)

Le porte-parole de l'UMP a touché en 2008 199 325 euros d'un cabinet de **lobbying**. Cabinet qui détient 50% d'une autre cabinet travaillant pour Bouygues, groupe propriétaire de TF1. (...)

La polémique vient de rebondir avec l'enquête du Post.fr. Le site dévoile un document interne à Pic Conseil (dont Frédéric Lefebvre détient désormais 49,9% du capital) qui dit que le porte-parole a touché 199 325 euros de la société en tant qu'actionnaire.

LePost.fr note que "légalement, Frédéric Lefebvre a tout à fait le droit de toucher des dividendes d'un placement : à l'époque il était député et il n'y a pas d'incompatibilité.". Mais le problème vient d'ailleurs.

Le cabinet Pic Conseil détient 50% de Domaines Publics, une société de lobbying qui a pour client le groupe Bouygues, propriétaire de TF1, selon le journaliste Vincent Nouzille dans son livre *Députés sous influences*.

Or, quand il était à l'Assemblée, Frédéric Lefebvre, qui est encore président d'honneur du "Club parlementaire sur l'Avenir de l'Audiovisuel et des Médias", était particulièrement actif sur la réforme de France Télévisions. Une situation dénoncée par le député Vert Noël Mamère, interrogé par LePost.fr : "C'est un conflit d'intérêts potentiel. Il y

a des failles dans notre système."

L'Ademe retire son rapport pro-agrocarburants en catimini

[09/11/2009, Rue89, Sophie VERNEY-CAILLAT](#)

L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie a une épine dans le pied et a du mal à la cacher. Il y a un mois, l'Ademe mettait en ligne la synthèse du rapport « Analyses de cycle de vie appliquées aux biocarburants de première génération consommés en France », avant de le retirer quelques jours plus tard (...)

Le rapport initial (toujours disponible sur Rue89) était très favorable au développement de la filière et avait soulevé la colère d'associations écologistes qui craignent les conséquences que les agrocarburants peuvent avoir sur les terres cultivables et contestent leur efficacité énergétique.

Pire, les deux associations présentes dans le comité technique, France Nature Environnement et le Réseau Action Climat, l'avaient jugé mensonger. Patrick Sadones, expert à l'association Eden, Energie durable en Normandie, qui a suivi le dossier depuis le départ, remarque :

« Les multiples observations et propositions formulées par les représentants des ONG au comité technique lors des réunions ou par mail ont le plus souvent été traitées par le mépris, que cela soit de la part de l'Ademe, de Bio IS, ou de la société Ecoinésys chargée de la revue critique. Cette étude a mis en évidence quelques graves dysfonctionnements de notre démocratie :

- Les services de l'Etat à la botte du **lobby** des agrocarburants.
- La représentation de la société civile réduite à deux personnes, ne disposant d'aucun moyen pour effectuer des vérifications contradictoires approfondies.
- Les bureaux d'études plus soucieux de ne pas mécontenter leurs commanditaires actuels et futurs que d'oeuvrer à la manifestation de la vérité. »

D'ailleurs l'Etat n'a pas attendu pour lancer des études sur la deuxième génération d'agrocarburants, attribuant au passage une aide de 7 millions d'euros à Total. (...)

Grippe A : Le lobbying des labos ?

[29/10/2009, Le JDD, Anne-Charlotte DUSSEAUX \(avec Reuters\)](#)

Face à une campagne de vaccination qui ne convainc pas, de nombreux soupçons entourent les conditions d'achat des vaccins de la grippe A et la politique menée par les laboratoires pharmaceutiques.

Les laboratoires pharmaceutiques auraient-ils tiré profit de la campagne de vaccination contre la grippe A-H1N1 menée par le gouvernement ? Pire, l'auraient-ils orientée ? Alors que la maladie gagne du terrain sur le territoire français, la question des conditions d'achat des vaccins fait débat. Privilégiant un "tout vaccinal", l'Etat a acheté 94

millions de doses, bien plus que l'Allemagne et le Royaume-Uni, pour 808 millions d'euros. Mais l'indépendance du Groupe d'expertise et d'information sur la grippe (Geig), qui a pour vocation d'informer le public sur la grippe et sa prévention, est mise en cause. Cette association est financée à 100% par cinq laboratoires pharmaceutiques : Sanofi-Pasteur-MSD le finance à 50 %, le reste étant assumé par GlaxoSmithKline, Novartis, Pierre Fabre et Solvay. Président du comité scientifique du Geig, le professeur Bruno Lina apparaît comme l'un des experts officiels du ministère de la Santé. Il a d'ailleurs participé aux côtés de Roselyne Bachelot à la conférence de presse du lancement de la vaccination et est à la tête d'un laboratoire désigné par le ministère pour "exercer des missions d'expert". Face aux médias, Bruno Lina vante les bienfaits du vaccin insistant que la grippe A-H1N peut tuer en France. Et c'est bien là que le bât blesse. (...)

Contre la crise financière et écologique, la planification

[23/10/09, Libération, propos recueillis par Vittorio de Filippis](#)

Economiste américain hétérodoxe, James K. Galbraith dénonce la mise en coupe réglée des Etats-Unis par une coalition de la droite et des grandes entreprises. Rencontre, à l'occasion de la sortie de son livre « L'Etat prédateur » (Seuil).

(...) Les grandes firmes qui ont pénétré la gestion de l'Etat n'ont aucun attachement à aucun pays. Elles ne reprennent à leur compte aucun but d'aucune collectivité à part la leur. Disons que la notion même d'intérêt public est étrangère aux dirigeants de cette coalition. Ils nient l'existence d'un intérêt public. Ce qui est valable aux Etats-Unis l'est tout autant chez vous en Europe.

C'est-à-dire ?

Aucune de ces grandes entreprises n'a intérêt à rétrécir l'Etat. Car sans l'Etat et ses interventions économiques, ces entreprises n'existeraient pas. Elles ne pourraient pas jouir du pouvoir de marché qu'elles sont finalement parvenues à exercer. Leur raison d'être c'est plutôt de profiter de l'Etat, tant qu'elles le contrôlent. Il s'est produit, sans qu'on le dise, un mariage entre des organisations économiques et des organisations politiques de droite... Voilà le constat. Voilà de quoi est né l'Etat-prédateur. Car finalement la politique est une bataille permanente pour déterminer qui sera admis à bord de l'Etat. Et l'un des passagers les plus influents de l'Etat est le **lobby**-entreprise. Il est constitué des fonds de pension, des compagnies d'assurances, de l'industrie pharmaceutique, des banques, du secteur de l'éducation... Il faut être dans l'Etat pour influencer sur les grandes décisions, et s'assurer un profit. (...)

"Le modèle de consommation de viande occidentale n'est pas généralisable à la planète"

[16/10/09, LeMonde.fr](#)

Fabrice Nicolino, auteur de Bidoche, L'industrie de la viande menace le monde, aux éditions Les Liens qui libèrent, a répondu, vendredi 16 octobre, aux questions des lecteurs du Monde.fr sur les effets nocifs de l'augmentation massive de la consommation mondiale de viande pour l'environnement et la santé.

ours : En quoi la production de viande a-t-elle des conséquences sur le changement climatique ?

Fabrice Nicolino : C'est une question complexe, mais on dispose d'un document officiel, institutionnel, un gros rapport de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) qui date de 2006. En fait, il s'agit d'une analyse globale de tout le cycle de production de l'élevage au niveau planétaire. Pas seulement les animaux, mais leur alimentation, les moyens de transport utilisés [pour les mener aux abattoirs]. Ce rapport estime que l'élevage planétaire émet 18 % des gaz à effet de serre d'origine humaine, et ce total est supérieur à celui concernant les transports utilisés par les êtres humains (voiture, bateau...). (...)

Herve_Naturopathe : Y a-t-il un **lobby** français des bouchers/éleveurs aussi important qu'aux Etats-Unis ?

Fabrice Nicolino : Je crois vraiment que non. Il existe un **lobby** de la viande industrielle en France, puissant, mais qui n'a rien à voir avec l'extraordinaire importance qu'a pu prendre la "bidoche" aux Etats-Unis. Dans ce pays, il y a une histoire passionnante derrière le **lobby** de la viande. Cela fait un siècle qu'on dénonce les méfaits de ce formidable **lobby** américain de la viande. Un livre remarquable, *La Jungle*, est paru en 1906, d'Upton Sinclair, qui décrit l'univers des abattoirs de Chicago. C'est une très belle oeuvre.

Aux Etats-Unis, le **lobby** est vraiment surpuissant ; des secrétaires d'Etat à l'agriculture, notamment sous Reagan, étaient eux-mêmes d'anciens industriels de la viande. Sous les administrations républicaines, mais pas seulement, il y a une espèce de consanguinité entre politiciens et **lobby** de la viande.

Pour en revenir à la France, oui, il existe un **lobby** de la viande, qui est représenté par le Comité d'information des viandes, qui a des liens étroits avec l'industrie de la viande, bien sûr, mais aussi avec l'appareil d'Etat, le ministère de l'agriculture et le syndicat ultramajoritaire dans la paysannerie française, la FNSEA.

Berlin reporte l'abandon du nucléaire civil

[16/10/09, Le Figaro, Patrick SAINT-PAUL](#)

La bataille sur le nucléaire civil entre le futur gouvernement et l'opposition est amorcée. La chancelière conservatrice, Angela Merkel (CDU), et ses partenaires libéraux du FDP au sein de la coalition qui dirigera l'Allemagne à partir du mois prochain sont tombés d'accord pour faire voler en éclats le consensus en vigueur sur l'abandon de l'énergie atomique, programmée en 2020. La CDU et le FDP, entrés dans la phase finale des négociations pour leur contrat de gouvernement, ont adopté le principe d'une prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires existantes. (...)

Certains experts affirment qu'une prolongation de dix ans permettra aux entreprises fournissant de l'énergie nucléaire de dégager 40 milliards d'euros de bénéfices supplémentaires. D'autres évaluent les bénéfices à 20 milliards en raison des investissements très lourds pour garantir la sécurité de leurs centrales. Deux principes sont acquis : seules les centrales les plus sûres seront maintenues et aucune nouvelle centrale ne sera construite, contrairement à ce que souhaitait le FDP.

Les sociaux-démocrates du SPD et les Verts accusent le futur gouvernement d'être à la solde du **lobby** du nucléaire. Ils affirment qu'une politique de développement plus dynamique des énergies alternatives aurait permis l'abandon du nucléaire en 2020. (...)

Nanotechnologie, Un débat public pour encadrer l'essor des matériaux "nains"

[15/10/09, L'Alsace, Geneviève DAUNE-ANGLARD](#)

Un débat public et citoyen est lancé sur les nanotechnologies, jusqu'au 24 février 2010. La première réunion publique a lieu aujourd'hui à Strasbourg.

Le développement des nanotechnologies constitue la prochaine grande révolution technologique dans de nombreux domaines. Mais si elles offrent une possibilité de développement énorme, il y a des risques attachés à ce développement. D'où la demande du gouvernement d'avoir un débat public pour éclairer les décisions à prendre dans les prochaines années.

Une Commission particulière du débat public Nanotechnologies (CPDPN) a été créée avec à sa tête Jérôme Bergougnoux. Ce polytechnicien, ingénieur de l'École nationale de la statistique et des études économiques, était déjà membre de la Commission nationale du débat public.

Toxicité spécifique des nanoparticules ?

Ancien directeur général d'EDF et premier président d'Eurelectric*, il reconnaît lui-même qu'il ne connaît rien aux nanotechnologies. « Seuls 5 % des Français ont une idée claire de ce que représentent les nanotechnologies. D'où l'intérêt d'ouvrir un débat citoyen sur la protection, l'orientation des recherches, la prise en compte sociétale et environnementale de cette nouvelle science. » (...)

(*) *Eurelectric ou Union de l'industrie électrique est un organisme de lobbying basé à Bruxelles qui cherche à obtenir la libéralisation du marché dans le secteur électrique pour créer un marché énergétique paneuropéen.*

Jean Sarkozy à la tête de l'Epad : pour quoi faire ?

[13/10/09, 20 Minutes, Julien MENIELLE](#)

POLITIQUE - Si le fils du chef de l'Etat va avoir accès à des responsabilités qui font grincer des dents, son élection sera aussi un tremplin pour assouvir ses ambitions...

Si Jean Sarkozy est bien élu président du conseil d'administration (CA) de l'Epad, c'est d'un joli jouet qu'hériterait le jeune étudiant en droit. Un jouet qui lui donnera une influence considérable sur l'aménagement et l'urbanisation du quartier d'affaires de la Défense, numéro un en Europe en son genre. Mais aussi, dès 2010, sur une grande partie de l'ouest parisien. De quoi satisfaire les ambitions politiques du jeune homme.

Porter les dossiers politiquement

Jean Sarkozy ne sera pas un gestionnaire, l'exécutif incombant au directeur général, nommé par l'Etat. « Le président du CA a pour mission de porter les dossiers politiquement, de défendre les projets, de faire du **lobbying** et de représenter la Défense auprès des investisseurs », a expliqué à 20minutes.fr une porte-parole de l'Epad.

En gros, aller frapper aux portes des partenaires et investisseurs potentiels pour « continuer le "plan de renouveau de la Défense" », explique la porte-parole. Décidé par Nicolas Sarkozy en 2006, celui-ci prévoyait la création de 450.000 m2 de bureaux, avec sept nouvelles tours et la reconstruction de cinq autres, et 100.000 m2 de logements avant fin 2015. (...)

Lobby : Dati fait polémique à Bruxelles

[11/10/09, Le Figaro](#)

Rachida Dati est au coeur d'une polémique à Bruxelles. Le Parlement européen a découvert que parallèlement à son mandat d'eurodéputée, l'ancienne ministre de la justice voulait offrir ses services de conseil à toute entreprise qui en ferait la demande.

Selon le journal la Tribune, Rachida Dati a ainsi déposé le 20 juillet dernier les statuts d'une société de conseil "La Bourdonnais Consultants" dont l'activité aurait pu représenter un conflit d'intérêt. Et elle ne l'a pas déclaré aux services du Parlement européen. Rachida Dati, qui est membre de la commission économique et monétaire et de la commission de l'industrie, pourrait décider de fermer sa société de conseil.

Les notaires passent à la contre-offensive

[06/10/09, Le Figaro, Laurence De CHARETTE](#)

Ils font pression sur les élus pour éviter la création d'un « acte d'avocat ».

Le ton est monté d'un cran. Pour contrer l'arrivée annoncée de l'« acte d'avocat », les notaires ont sorti la hache de guerre. Sous l'impulsion du Conseil supérieur du notariat (CSN), les notaires ont, dans chaque département, massivement pris rendez-vous avec leurs élus locaux pour tenter de les dissuader de voter le projet de loi créant ce nouvel acte, qui ferait selon eux concurrence à l'acte authentique. (...)

Le **lobbying** porte ses fruits : depuis la semaine dernière, plusieurs parlementaires ont retiré leur signature au bas du texte de loi. D'autres ont expliqué qu'ils ne pourraient pas impliquer leur nom dans la proposition de loi, tant « leurs » notaires y étaient opposés. « Il faut mesurer que le notaire est un personnage clé dans une circonscription, analyse Henri Nallet, ancien garde des Sceaux et membre de la commission Darrois. Il est en relation avec les collectivités locales, s'occupe du plan d'occupation des sols, de la zone artisanale... Mais je reste convaincu que l'acte d'avocat ne porte pas atteinte à l'acte authentique. »

Les avocats ont décidé d'appliquer les mêmes méthodes. (...) Le Conseil national des barreaux (CNB) fait parvenir à chaque avocat un argumentaire, ainsi qu'une lettre destinée aux élus locaux. (...)

Quand la région plaide sa cause à Bruxelles

[05/10/09, 20 Minutes, Alexandre SULZER](#)

Ce sont 450 m² de bureaux au coeur du quartier européen de Bruxelles. Les locaux, fonctionnels et discrets, ne sont qu'à quelques minutes à pied de la Commission, du Parlement et d'une multitude de représentations diplomatiques et économiques. Bienvenue au siège d'Ile-de-France Europe, l'agence de **lobbying** de la région et des départements du 77, 91, 93, 94 et 95 (Paris, le 78 et le 92 ont choisi de ne pas y adhérer). (...)

Dotée d'un budget de près de 700 000 euros annuels - apportés à 50 % par le conseil régional -, l'association, qui fête ses 10 ans, emploie six permanents et deux stagiaires. (...) Les crédits communautaires à récupérer sont en effet le nerf de la guerre. Le Fonds social européen (FSE) - 520 millions d'euros versés à l'Ile-de-France entre 2000 et 2006 - et le Fonds européen de développement régional (Feder) - 140 millions d'euros sur la même période - sont actuellement en négociation. « Mais le **lobbying**, c'est aussi faire passer des messages aux hommes politiques », confie Patrick Franjou, directeur des affaires européennes à la région. (...) « Aujourd'hui, toutes les régions ont une représentation à Bruxelles et nous restons petits face aux Länder allemands comme la Bavière ou la Rhénanie du Nord, qui emploient chacun trente à cinquante personnes. » Le commissaire européen aux Transports, Antonio Tajani, glisse : « Pour faire avancer les dossiers, il faut de bons contacts à la Commission. C'est le secret. »

Comment les milieux d'affaires ont pesé dans l'élaboration du projet de loi de Finances

[30/09/2009, Les Echos, Lucie ROBEQUAIN](#)

*L'Association française des entreprises privées est considérée comme le **lobby** le plus influent auprès du gouvernement. Elle a démontré son savoir-faire lors de la réforme de la taxe professionnelle.*

Très centré sur les entreprises, le projet de loi de Finances 2010 a fait l'objet d'un **lobbying** encore plus intense que les années précédentes. Au bilan chiffré, les organisations patronales ont collectivement arraché une victoire quasihistorique : un gain de trésorerie d'au moins 10 milliards d'euros l'an prochain.

L'Association française des entreprises privées (Afed), qui érige son refus de communiquer en principe - elle ne figure même pas dans l'annuaire - regroupe une centaine de grandes entreprises, dont la quasi-totalité du CAC 40. Elle semble de loin la mieux rodée dans cet exercice d'influence. Selon plusieurs sources, c'est elle qui a le plus pesé dans la mise en oeuvre de la suppression de la taxe professionnelle (TP), acquittée pour moitié par les entreprises qu'elle représente. (...)

Sa stratégie ? « L'Afed arrive dans les cabinets ministériels avec des demandes raisonnables et étayées. C'est l'interlocuteur le plus technique et le plus sérieux », indique un conseiller gouvernemental. Chaque année d'ailleurs, l'association présidée par Jean-Martin Folz tente de peser sur les arbitrages de la loi de Finances en adressant au gouvernement un cahier de doléances, dans lequel figurent des mesures à la fois politiques (baisse des charges, etc.) et techniques. (...)

Le **lobbying** se poursuit maintenant au Parlement. Estimant ne pas avoir été entendu, Hugues Pouzin, président de la confédération des grossistes (CGI), a déjà approché les deux rapporteurs du budget de l'Assemblée nationale et du Sénat, Gilles Carrez et Philippe Marini. (...)

Goldman Sachs : la Maison Blanche sous influence

[24/09/2009, Le Monde, Sylvain CYPEL](#)

Pour le cinéaste [Michael Moore] comme pour de nombreux Américains, Goldman Sachs reste le diable. L'entregent, la qualité du **lobbying**, l'influence politique que l'on attribue à la première banque d'affaires du monde impressionnent toujours autant. Les administrations passent, "GS" reste. Son nom condense presque à lui seul l'identité des milieux d'affaires américains. "*Quelque chose de similaire à ce que furent longtemps les Rothschild en Europe*", note le recteur de la Business School de l'université de New York, Thomas Cooley. (...)

GS a la réputation d'être opaque ? Lucas Van Praag, son porte-parole, veut bien assumer. Lorsque nous lui avons demandé de rencontrer ses **lobbyistes** à Washington (GS est le numéro un du secteur bancaire en dépenses de **lobbying**), il nous a indiqué sans ambiguïté qu'il n'en était pas question. Quant à la nature de cette influence, la question se pose ainsi : GS bénéficie-t-elle d'un traitement privilégié de la part des pouvoirs publics américains ? Ce qui fait sa force, ou sa puissance, explique-t-il son entregent politique ?

Rétrospectivement, note le président de la filiale américaine d'une banque européenne, si Lehman Brothers avait été renflouée par l'Etat comme Bear Stearns l'avait été six mois plus tôt, "*jamais le Congrès n'aurait voté les 700 milliards de dollars du plan de sauvetage financier*". Doit-on en conclure que l'intérêt de Goldman (voir disparaître Lehman, un concurrent direct) et celui de l'Etat (créer un choc pour obtenir l'aval des élus pour la recapitalisation publique du secteur financier) se conjuguèrent conjoncturellement ? Le banquier sourit : oui, "*la mort de Lehman était inscrite*", pour que Merrill Lynch puisse être reprise, et Morgan Stanley et Goldman préservées. (...)

Le 3ème âge de plus en plus influent en Allemagne

[24/09/2009, L'Express, d'après Reuters](#)

Lorsqu'ils pensent "influence électorale", les hommes politiques allemands ne songent pas tout d'abord au **lobby** automobile, pas non plus aux agriculteurs et pas même aux syndicats mais aux personnes âgées. Aucun candidat sain d'esprit n'imaginerait d'aller à leur rencontre.

Les retraités sont la catégorie d'électeurs qui croît le plus rapidement, compte tenu du vieillissement de la population allemande, mais aussi parce qu'ils ont survécu à un conflit mondial, traversé la guerre froide, une dictature, voire deux, ce sont ceux qui se mobilisent le plus les jours de scrutin.

Ils sont devenus une force incontournable lors des élections, comme l'explique Dietmar Herz, politologue à l'université d'Erfurt. "*Dans notre société vieillissante, leur influence ne cesse de croître. C'est une catégorie d'électeurs qui va toujours voter. Aucun parti ne peut se permettre de se les mettre à dos*".

Pour Jürgen Falter, politologue à l'université de Mayence, "*On leur accorde une attention disproportionnée*". (...)

Juste à temps pour les législatives du 27 septembre, les retraités ont obtenu, en juillet, une généreuse revalorisation de 2,4% de leurs pensions, alors même que le taux d'inflation est proche de 0%. (...)

Pour Reiner Klingholz, l'influence du troisième âge dans la vie du pays conduit à des décisions politiques injustes pour les jeunes générations, comme par exemple la hausse des pensions de retraite en juillet. "Ils ont tous peur de contrarier les retraités", dit-il des hommes politiques.

Justice : des « citoyens » se lancent dans le lobbying

[23/09/2009, Le Figaro, Laurence DE CHARETTE](#)

Récemment créé et proche de la droite, l'Institut pour la justice compte peser sur le débat politique.

Ils viennent de remporter leur première victoire. Les fondateurs de l'Institut pour la justice (IPJ), une toute nouvelle association de « citoyens » a vu pour la première fois une partie de ses idées validées. Garde des Sceaux et députés ont écarté les récidivistes de la loi pénitentiaire augmentant les aménagements de peine. C'était l'objectif de l'association qui les avait inondés, via ses sympathisants, de petites cartes de protestation pour obtenir cette nouvelle version du texte. (...)

L'IPJ connaît en effet depuis peu un essor impressionnant. À partir de fichiers achetés ou loués comme ceux de La Redoute et de la Croix-Rouge, ses responsables ont lancé des campagnes de courriers et de mails il y a quelques mois. (...)

Pour frapper fort, l'IPJ s'est rapidement doté de cinq permanents, et vient d'emménager dans de nouveaux locaux dans le XIII^e arrondissement. Issue du milieu de l'entreprise, Françoise de Chabot-Darcy est une pro du **lobbying** : c'est la fonction qu'elle a déjà exercée chez Entreprise et progrès, une association patronale. Depuis le printemps dernier, elle contacte médias et élus avec ténacité. (...)

L'association défend des idées plutôt marquées à droite et cherche à donner une image de respectabilité. (...)

Les quelque 750 000 euros perçus en 2008 sont, d'après Xavier Bébin, entièrement issus de dons. L'année dernière, Philippe Schmitt avait battu le rappel de ses soutiens. 2009 s'avère moins faste, mais le budget devrait quand même permettre plusieurs campagnes de **lobbying**.

Karine Blouët. La « X » de M6

[20/09/2009, Le Télégramme, Propos recueillis par Marie BRETTE.](#)

Vous êtes secrétaire générale de M6 depuis 2007. Expliquez-nous en quoi consiste votre fonction ?

Je m'occupe de tout l'environnement réglementaire et législatif : opérations de concentration, publicité... La télévision est un secteur très réglementé, plus que la presse. Par exemple, TF1 est en train de racheter deux chaînes : je m'occupe de voir quel est l'impact de cette opération sur nous et quelle attitude avoir vis-à-vis des autorités validant l'opération. Il y a une partie **lobbying** assez forte, plus qu'ailleurs. En audiovisuel, le **lobbying**, c'est particulier : on va voir le CSA, les parlementaires, le ministre de la Culture, les autorités de régulation, la Commission européenne. C'est un milieu tout petit mais explosif. On l'a vu avec la réforme du service public. (...)

"En France, les intérêts économiques priment sur la santé publique"

[10/07/2009, Geo.fr, Blaise MAO](#)

Les explications du docteur Spiroux, expert en santé environnementale

Avant de devenir médecin généraliste, Joël Spiroux a travaillé comme technicien agricole. Une expérience qui lui a permis de comprendre très tôt l'importance des liens entre environnement et santé. Membre du conseil scientifique du Comité de Recherche et d'information indépendant sur le génie génétique (CRIIGEN), il est l'un des organisateurs du premier congrès européen sur les pathologies environnementales (ECEP), qui se tiendra les 9 et 10 octobre à Rouen.

(...) GEO.fr : Que sait-on aujourd'hui des pathologies liées à la consommation de pesticides ?

Les pesticides sont des perturbateurs endocriniens. En dérégulant le système hormonal, ils peuvent notamment entraîner des malformations néonatales. Avec un de mes collègues du CRIIGEN, le docteur Gilles-Eric Seralini, nous avons, par exemple, démontré les effets toxiques du Roundup (un herbicide de la firme Monsanto) sur les cellules hépatiques et embryonnaires.

GEO.fr : Si l'impact sur la santé des pesticides est connu, pourquoi la France est-elle toujours la première consommatrice de pesticides en Europe ?

Ce grand écart s'explique par le pouvoir des **lobbys**. En 2002, l'Agence européenne de l'Environnement, une organisation indépendante, a publié une étude intitulée "Signaux précoces et leçons tardives : le principe de précaution 1896-2000". Ce document montre comment une quinzaine de molécules dont les conséquences néfastes sur la santé étaient connues depuis des dizaines d'années n'ont été interdites qu'au bout de cinquante ans. En France comme ailleurs, les intérêts économiques priment sur les questions de santé publique. (...)

(...) il est important de ne plus mettre au pilori les scientifiques lanceurs d'alerte. Au CRIIGEN, par exemple, nous ne sommes pas opposés par principe aux OGM, mais considérons qu'ils méritent d'être étudiés de façon transparente et indépendante.

Je me bats depuis des années pour faire entrer ces idées dans la tête des médecins, mais je suis de plus en plus persuadé que les progrès viendront surtout de la prise de conscience et de la mobilisation des citoyens. (...)

L'Europe aussi a ses oligarques

[16/09/2009, La Tribune, Nicolas VERON](#)

L'oligarchie n'est pas une particularité de la seule Russie. La crise a révélé qu'en Europe aussi, les élites politiques et financières s'entremêlent, en particulier dans les banques, ou dans les médias. Si le pouvoir de l'oligarchie dépend aussi de la taille de l'économie, et qu'il est a priori moins puissant en Europe, il reste une menace, comme en témoigne leur résistance face à la restructuration du système bancaire allemand, rappelle Nicolas Véron, économiste au sein du "think tank" Bruegel.

Beaucoup d'Occidentaux ont longtemps considéré le risque de capture des gouvernements par des intérêts privés comme une caractéristique des pays pauvres ou émergents. (...) Nos systèmes pouvaient être affectés par le

lobbying à la marge, mais leur direction générale était réputée obéir à une autre logique, fondée sur la concurrence et le marché.

La crise a bouleversé ce sentiment de confort relatif. (...)

La capture du processus de décision par les oligarchies économiques demeure une menace pour l'Europe. (...) Deux priorités se dégagent de cette vision. D'une part, empêcher les oligarchies de monopoliser des rentes qui alimenteraient une expansion constante de leur puissance : c'est le rôle essentiel de la politique de concurrence. D'autre part, affirmer face aux intérêts particuliers le pouvoir de la collectivité des citoyens, ce qui implique des institutions publiques capables et responsables, au niveau de l'UE comme des Etats membres. (...)

Brice de niches (fiscales)

[16/09/2009, La Tribune, François LENGLET.](#)

(...) S'il avait les cheveux plus longs et un tee-shirt jaune, on pourrait l'appeler Brice de Niches : Eric Woerth, notre ministre du Budget, a décidé de s'attaquer aux "niches" fiscales et sociales, ces innombrables réductions et crédits d'impôt qui obèrent les rentrées d'argent de la puissance publique. Pour les seuls impôts de l'Etat, il existe en France 469 dispositifs différents, qui coûtent quelque 70 milliards d'euros chaque année, soit davantage que le produit de l'impôt sur le revenu.

Le système fiscal français est donc une sorte de vaste chenil où chaque **lobby** a construit sa niche, pour loger soit un caniche, soit un monstre ultramarin - les déductions pour subventionner les investissements outre-mer figurent parmi les plus importantes et les mieux défendues. Tous les gouvernements successifs ont annoncé qu'ils allaient supprimer ces dérogations, avant de s'en retourner vaincus, la queue basse. Car les parlementaires le savent d'expérience, dans chaque niche, il y a un chien qui mord. "Cave canem", telle est la devise du locataire de Bercy. (...)

Scientologie : les juges demandent une enquête, l'opposition veut des explications

[16/09/2009, 20 Minutes](#)

SECTE - Après une modification de la loi qui interdit la suppression d'une secte pour escroquerie...

Y a-t-il un scientologue à la Chancellerie ? Alors que la dissolution d'une secte pour escroquerie est désormais interdite en raison d'une modification de la loi, les accusations se sont multipliées ce mardi à l'encontre de la Chancellerie.

Ce mercredi matin, le président de la commission des lois, Jean-Luc Warsmann, répondait à ces attaques sur France Info. Aucun **lobby** scientologue, aucune infiltration de la chancellerie n'a joué un rôle, a-t-il déclaré. Le coupable serait la complexité du processus législatif. (...)

« Dépénalisation rampante »

(...) Le syndicat de la magistrature (SM), politiquement à gauche, a demandé ce mardi soir l'ouverture d'une enquête parlementaire pour préciser les conditions de cette modification législative. « S'agit-il de la poursuite du processus de dépénalisation rampante du droit des affaires ou est-ce le symptôme d'un **lobbying** efficace de la Scientologie ? », s'interroge le SM rappelant les propos tenus par Emmanuelle Mignon, ancienne directrice de cabinet de Nicolas Sarkozy, qui déclarait « en février 2008 que "les sectes sont un non-problème" ». (...)

Succession EDF : la drôle de guerre

[10/09/09, Libération, Grégoire BISEAU, Alexandra SCHWARTZBROD](#)

Plombé par ses erreurs, l'actuel PDG Pierre Gadonneix, ne devrait pas être reconduit. Pour le remplacer, un favori : Henri Proglio.

(...) D'ordinaire, à chaque fin de mandat, le fauteuil du patron d'EDF est l'objet d'intenses batailles de **lobbying** politico-industriel. Cela tient à l'entreprise. EDF est à la fois une administration, une multinationale, l'entreprise préférée des Français, un parc nucléaire de 58 réacteurs... Fatalement, le poste attire tous les profils : des politiques qui veulent se recycler, des conseillers techniques qui rêvent de parachutage (Stéphane Richard, le directeur de cabinet de Christine Lagarde, a longtemps convoité le poste avant de partir chez France Télécom), des industriels du privé qui souhaitent se rapprocher du pouvoir... La précédente campagne, qui avait vu Pierre Gadonneix l'emporter sur François Roussely, avait été sanglante. Etrangement, celle-ci a été d'une impeccable discrétion. Pour une raison simple : tout se décide à un seul endroit, dans le bureau de Nicolas Sarkozy. (...)

USA : le poids des lobbys dans la réforme de la santé

[10/09/09, Le Figaro, Laure MANDEVILLE](#)

Derrière la bataille menée par Obama, la guerre des groupes de pression, favorables ou hostiles au projet, bat son plein à coups de millions de dollars. (...) Celle des **lobbys** et des mille intérêts particuliers bien décidés à influencer le visage final d'une loi ambitionnant de révolutionner le système de santé. (...)

Depuis quatre mois, ils n'ont cessé de scruter les puissants comités du Sénat et de la Chambre en charge de la réforme - finances, santé, énergie et commerce - et d'interpeller leurs membres les plus influents, tous mobilisés sur le dossier santé. Utilisant, pour accéder à ces « seigneurs », les services de quelque 350 anciens membres du gouvernement et du Parlement, unis aux législateurs actuels par des liens amicaux et professionnels étroits.

42 000 lobbyistes officiellement enregistrés

Selon les journaux américains, près de 1,4 million de dollars par jour sont actuellement dépensés en frais de **lobbying** par des intérêts particuliers allant de l'industrie pharmaceutique aux compagnies d'assurances en passant par les syndicats ou les associations de médecins. (...)

Parce qu'il permet en théorie de représenter toutes les composantes de la société au coeur du système de pouvoir, le **lobbying** fait partie intégrante du fonctionnement de la démocratie américaine. Et ses dérives liées aux sommes colossales mises en jeu pour défendre les intérêts spéciaux qui inquiètent tant Obama semblent bien difficiles à endiguer.

Exemple : en août, les télévisions ont déversé sur leurs ondes près de 28 millions de dollars de publicité en faveur ou contre la réforme de la santé, affirme Evan Tracey, le président d'un groupe d'analyse des médias basé à Arlington. (...)

En 2006, l'arrestation de Jack Abramoff, **lobbyiste** mafieux et l'un des premiers pourvoyeurs de fonds du Parti républicain, qui avait fait danser Washington au rythme de ses ambitions, avait défrayé la chronique, alimentant le procès de la capitale. Depuis, l'institution de règles d'éthique strictes n'a pas empêché le système de prospérer. (...) Dans le New York Times, l'éditorialiste Frank Rich note d'ailleurs avec inquiétude que les démocrates conservateurs, dont dépendra sans doute l'avenir de la réforme Obama, ont été très « arrosés » par l'industrie pharmaceutique, à en croire le listing des dons consultable sur Internet.

Obama sait que les « vaincre » [les lobbyistes] est impossible, voire contre-productif. Mais pour acquérir l'étoffe d'un grand réformateur, il va lui falloir s'élever au-dessus de cette mêlée d'intérêts particuliers pour définir l'intérêt général. Ainsi se fabrique, ou se défait, dans les contradictions et la douleur, le rêve américain.

PoJémique - Les OGM reviennent sur le devant de la scène

[21/08/09, France Soir, Alexandra GONZALEZ](#)

Le Conseil d'Etat a retoqué un décret datant de 2007 relatif aux OGM et impose au gouvernement le vote d'une nouvelle loi pour plus de transparence à l'égard du public. (...)

En mars 2007, le gouvernement d'alors décide de transposer dans l'urgence par simple décret une directive européenne de 2001, imposant notamment une meilleure information du public dans les procédures d'autorisation, de dissémination volontaire, et de mise sur le marché des OGM.

Une initiative qui empêchait de faire examiner le projet de loi par l'Assemblée nationale, et donc de l'exposer à un débat parlementaire et à de possibles amendements, et qui permettait d'aller vite. (...)

Le Conseil d'Etat a tranché dans la plus grande discrétion à la fin du mois dernier. Dans son arrêt du 24 juillet dernier, l'autorité administrative a purement et simplement annulé le décret, en raison notamment d'un manque de transparence à l'égard du public. (...)

« C'est une excellente nouvelle ! » s'est écrié José Bové, célèbre faucheur de plants OGM et député européen, joint hier par téléphone. « Nous attendions cette décision depuis deux ans. Il est indispensable que les citoyens soient mis au courant lorsque des expérimentations d'OGM ont lieu près de chez eux. Maintenant, il y aura non seulement une transparence, mais aussi l'obligation de suivi des cultures OGM a posteriori et de leurs possibles effets sur la santé. Le gouvernement Villepin avait pris la voie du décret uniquement pour satisfaire les **lobbies** agro-industriels soucieux de continuer le développement des OGM en passant outre les réticences des Français. Ce retoquage est un juste retour des choses. » (...)

En Bretagne, les algues peuvent aussi tuer le tourisme

[10/08/09, L'Express, Michel FELTIN, Richard De VENDEUIL](#)

Les algues vertes, favorisées par l'agriculture intensive, sont-elles dangereuses pour l'homme ? L'hypothèse pourrait entraver l'essor touristique de la région. (...)

Qui est responsable ?

De toute évidence, l'Etat. La politique de l'eau est en effet de sa responsabilité. Son laxisme en la matière lui a déjà valu une condamnation par le tribunal administratif de Rennes. En 2007, les juges ont pointé la carence des gouvernements dans la mise en oeuvre des réglementations européennes, ont noté qu'ils régularisaient de manière "quasi-systématique" les élevages en excédent de cheptel, négligeait les études d'impact sur l'environnement et le contrôle des installations. (...)

Pourquoi l'Etat est-il si passif ?

C'est assez simple. Dans les années 1960 et 1970, la Bretagne, en adoptant un modèle d'agriculture productiviste, a réussi une remarquable révolution agricole, au point de devenir le premier secteur économique de la région (7% des emplois). A l'heure du développement durable, ce modèle se trouve évidemment dans une impasse. Mais les habitudes sont profondément ancrées et le **lobby** agricole dispose de relais hauts placés. Jacques Chirac, notamment, a longtemps freiné les évolutions nécessaires.

► *Autre article de l'Express sur le même thème, par Catherine Gouëset, publié le 11/08/2009 : [La Bretagne, terre de nitrates depuis 40 ans](#)*

Le taux élevé de nitrates dans les rivières -dû à l'élevage intensif et aux engrais- est responsable de la prolifération des algues en Bretagne. Depuis près de quarante ans, les défenseurs de l'environnement font face aux **lobbies** agricoles et aux hésitations de l'Etat (...)

Banques : le triomphe des coupables

[03/08/09, Slate.fr, Jacques ATTALI](#)

(...) Alors qu'après 1929, des réglementations très strictes ont été imposées aux banques américaines, aujourd'hui, rien n'est imposé à personne. Le G20 n'aura été qu'une jolie comédie. De plus, Wall Street continue à disposer de considérables moyens d'influence. Des **lobbies** bancaires, fort bien dotés, arrosent le Congrès. Et les banquiers, devenus ministres ou superviseurs, réussissent à écarter toutes les législations qui pourraient gêner leurs ex et futurs employeurs. (...)

Au total, les entreprises industrielles, qui créent les vraies richesses, financent les erreurs et les bonus des banquiers, avec la bénédiction des hommes politiques. Et en bout de chaîne, les salariés en sont les ultimes victimes : les banques américaines enfoncent dans la dépression ceux qu'elles ont déjà largement ruinés.

Ces **lobbys** sont si puissants qu'on n'en sortira que par une révolution politique. Elle devrait conduire, au moins, à interdire aux responsables publics du secteur financier de travailler ensuite dans les établissements qu'ils contrôlent. Et au plus, à nationaliser ce secteur. Une révolution, vous dis je.

Pesticides : les écologistes ont gagné la bataille de l'opinion

[28/07/09, Le Monde, Gaëlle DUPONT](#)

On pourrait les croire ennemis jurés, mais ils ne sont pas loin de s'apprécier. L'un, François Veillerette, préside le Mouvement pour le droit et le respect des générations futures (MDRGF), fer de lance de la dénonciation des dangers des pesticides pour la santé et l'environnement. L'autre, Jean-Charles Bocquet, dirige l'Union des industries pour la protection des plantes (UIPP). Il défend l'utilité de ces produits et les intérêts des entreprises "phytopharmaceutiques".

"M. Bocquet est un **lobbyiste** redoutable, parce qu'il est très sympathique, s'amuse M. Veillerette. (...)

Pour faire progresser leurs idées, les militants organisent des colloques, envoient des courriers, sollicitent des rendez-vous après de l'administration, des cabinets ministériels et des élus. (...)

En face, les industriels font le même travail. M. Bocquet ne refuse jamais un débat, prêt s'il le faut à affronter des huées. L'UIPP a en outre recours à un cabinet de **lobbying** qui lui fournit une "cartographie des acteurs" à contacter. "Nous devons avoir connaissance le plus tôt possible des projets de loi et de réglementation", explique M. Bocquet.

Les entreprises adhérentes de l'Union des industries chimiques (UIC, dont fait partie l'UIPP) emploient 180 000 personnes en France. (...)

L'adoption du règlement Reach sur l'évaluation des produits chimiques, ou la réduction de moitié de l'utilisation des pesticides d'ici dix ans prévue par le Grenelle de l'environnement témoignent d'un changement.

Pour M. Cicoella, l'affaire de l'amiante explique en grande partie ce basculement. "Mais les industriels gardent du pouvoir, affirme-t-il. Ils n'ont pas pu arrêter le règlement Reach, mais ils ont réussi à l'amoindrir."

A Washington, défenseurs de l'industrie et ONG s'affrontent sur le plan climat-énergie

[25/07/09, Le Monde, Gilles VAN KOTE](#)

Comme la plupart des sujets qui comptent aux Etats-Unis, la politique américaine de l'environnement se joue en grande partie entre K Street et Capitol Hill. Deux points stratégiques sur la carte du pouvoir à Washington. Au sommet de Capitol Hill siègent sénateurs et représentants. A quelques encablures de là, K Street abrite les bureaux de tous ceux qui cherchent à se faire entendre des institutions fédérales : entreprises de **lobbying**, associations professionnelles, organisations non gouvernementales (ONG), etc. (...)

Bob Bissen assume sans complexe l'étiquette de **lobbyiste** (...)

Franz Matzner (...) est devenu directeur des affaires législatives du Natural Resources Defense Council (NRDC), l'une des grandes organisations non gouvernementales (ONG) américaines de défense de l'environnement. (...) Au NRDC, il dirige une petite équipe qui se consacre au suivi des affaires législatives pour tout ce qui touche à l'environnement, et a été, lui aussi, accaparé ces derniers temps par le plan climat-énergie.

Même si son travail affiche bien des similitudes avec celui de Bob Bissen, Franz Matzner refuse l'étiquette de **lobbyiste**. "C'est vrai que ce que nous faisons n'est pas si différent que cela, mais il y a une connotation négative au terme de **lobbyiste**, dit-il. Dans l'esprit du public, celui-ci est associé à la défense d'intérêts privés, alors que nous défendons l'intérêt public et faisons entendre la voix de la société civile."

Quoi qu'il en soit, le **lobbying** environnemental a le vent en poupe à Washington : selon le Centre pour l'intégrité publique, un institut indépendant d'information sur le lobbying, 140 entreprises ou groupes d'intérêt cherchant à exercer une influence sur le débat sur le changement climatique sont venus s'ajouter, au premier trimestre 2009, aux 770 déjà présents ou représentés dans la capitale fédérale. Ils étaient, au total, moins de 200 en 2003.

Interview : « Pouvoir et lobbys ont intérêt à s'entendre »

[23/07/09, Libération, propos recueillis par Nathalie RAULIN et Guillaume DASQUIE](#)

Pour Jean-Christophe Alquier, président d'Harrison and Wolf, l'une des principales agences de communication institutionnelle françaises, il est impératif pour l'Elysée de fabriquer « une opinion publique univoque » pour asseoir sa légitimité et imposer sans secousse des décisions discutables aux citoyens. (...)

*Vous dites qu'on demande aujourd'hui aux **lobbyistes** de « faire une opinion publique ». Que voulez vous dire concrètement ?*

Dans une démocratie d'opinion, telle que la nôtre, où les perceptions des politiques publiques comptent presque plus que les politiques elles-mêmes, il est déterminant pour nos gouvernants de préparer l'électorat à une décision, surtout si celle-ci semble servir des intérêts particuliers. (...)

Ces groupes de pression sont-ils toujours aussi efficaces ?

Oui, mais le rôle qu'on leur assigne et leur terrain d'intervention ont changé avec le temps. Dans les années 70, les **lobbys** étaient des soutiens financiers des campagnes électorales. Dans les années 80, ils sont devenus des fournisseurs d'expertise, palliant ainsi les capacités d'expertise limitées des services de l'Etat. Depuis le début des années 2000, les **lobbys** se consacrent à la communication pour offrir aux décideurs politiques, et souvent à leur demande, un environnement favorable et préparé.

*Quels sont les **lobbys** les plus écoutés du pouvoir aujourd'hui ?*

L'influence des **lobbys** évolue en fonction de leur poids économique et en fonction des relais politiques et médiatiques de leurs mandants. Ainsi, et quel que soit son bien-fondé, la détermination de Nicolas Sarkozy sur la loi

Hadopi montre qu'il est sans doute plus rentable médiatiquement, et donc politiquement, de répondre aux intérêts des créateurs et artistes, que d'engager un chantier sur les mal-logés ou les producteurs de fruits et légumes du sud de la France. L'agenda législatif est, à lui seul, une bonne indication cartographique des groupes socio-économiques en situation d'influence politique.

Carton quasi plein pour le Grenelle 1 adopté définitivement au Parlement

[23/07/2009, Dépêche AFP, Suzette BLOCH](#)

Le projet de loi Grenelle 1 a fait carton quasi plein au Parlement où il a été définitivement voté jeudi, près de deux ans après le Grenelle de l'environnement qui s'était tenu en octobre 2007, dont il traduit les engagements.

Au terme d'un long parcours parlementaire entamé en octobre 2008, le texte a recueilli le soutien du PS, aux côtés de la majorité UMP et centriste. Seul bémol, le PCF, qui regrettant que le texte ne parle ni du nucléaire ni des OGM, s'est abstenu et les Verts, qui n'ont pas participé au vote final, en dénonçant "trop de concessions faites aux **lobbies**", selon le député Noël Mamère. (...)

Frédéric Mitterrand membre d'un lobby qui demande Hadopi 2

[23/07/2009, Numerama.com, Guillaume CHAMPEAU](#)

En Suède le fait que le juge d'une affaire liée à un site d'échange de fichiers fut membre de **lobbys** du droit d'auteur a fait scandale. Comment dès lors la France doit-elle réagir au fait qu'un ministre membre d'un lobby de même nature prenne en charge l'élaboration d'une loi destinée à protéger ses intérêts ?

Puisqu'en France les conflits d'intérêts font rapidement pshit, ça ne suscitera sans doute aucune critique. Mais alors qu'il défendait ce jeudi matin le projet de loi Hadopi 2, le ministre de la Culture Frédéric Mitterrand a lui-même dit spontanément qu'il était membre de la SACD.

"Moi je suis membre de la SACD", a ainsi déclaré le ministre de la Culture face à des parlementaires que l'information n'a pas semblé troubler le moins du monde. Il faut dire que l'adhésion à la SACD est dans les faits quasiment obligatoire pour l'auteur de films ou émissions de télévision. Mais la Société des Auteurs et Compositeurs Dramatiques, présidée par le très influent Pascal Rogard, est l'un des **lobbys** les plus férus dans la défense de la loi Création et Internet, et de son projet de loi de complément pénal. (...)

Industriels contre Verts : la bataille du lobbying

[21/07/2009, Le Monde, Brigitte PERUCCA.](#)

Pesticides, OGM, agrobusiness, énergies renouvelables... La fièvre du **lobbying** monte sur tous les sujets

concernant l'environnement, aux Etats-Unis comme en Europe. Depuis l'adoption par l'Union européenne, en 2008, du paquet énergie-climat et à l'approche de la négociation de Copenhague en décembre, le réchauffement climatique et ses conséquences sur les industries concentrent une grande part de l'énergie des groupes de pression du monde entier.

Outre-Atlantique, leur activité autour des questions de développement durable a "pris de l'ampleur depuis quatre ou cinq ans", constate Dave Welhold, président de l'association des **lobbyistes** américains qui revendique 12 000 cabinets affiliés (sur un nombre total estimé à 15 000).

A Bruxelles, on parle de 10 000 **lobbyistes**, toutes thématiques confondues. Un chiffre invérifiable mais qui témoigne de leur poids et de leur importance ; 1657 "représentants d'intérêts", dont plus de 600 disposant de bureaux à Bruxelles, étaient inscrits à la date du 8 juillet au "registre" ouvert par la Commission européenne. (...)

Cet article est le premier d'une série sur le lobbying environnemental, qui a amené "Le Monde" à enquêter en Chine, aux Etats-Unis, à Bruxelles, en Amazonie et en France. (...)

ONGs : du terrain au lobbying ?

[10/07/2009, youphil.com, Solène CORDIER.](#)

Comment les ONGs se font entendre des pouvoirs publics avant les grands sommets internationaux.

Défilés de militants altermondialistes parés de masques des dirigeants du G8, publication de rapports alertant sur le changement climatique, installation d'un iceberg sur la Seine... C'est devenu une habitude, les grand-messes comme le G8 sont l'occasion pour les ONGs de solidarité internationale de multiplier les opérations coup de poing.

L'enjeu, pour elles, est de mettre leurs revendications à l'agenda diplomatique. Mais au-delà de leur rôle de lanceurs d'alerte, les ONGs entretiennent des rapports sur la durée avec les pouvoirs publics.

Si certaines répugnent encore à parler de **lobbying**, et préfèrent le terme français de plaidoyer -moins connoté "entreprise"- les plus "décomplexées" revendiquent cette "diplomatie non gouvernementale". L'expression est d'ailleurs de l'ancien président de la plateforme Coordination Sud, Henri Rouillé d'Orfeuill. (...)

Transparence et mobilisation citoyenne

Au sein des organisations, on insiste cependant sur la complémentarité de cet exercice avec la mobilisation des citoyens. Catherine Gaudard, responsable du plaidoyer au CCFD, tient en outre à souligner l'indispensable transparence que l'activité de *lobbying* exige. "Quand on a rendez-vous avec les pouvoirs publics, on le met sur notre site internet", explique-t-elle. Les ONGs, qui bénéficient d'une sympathie naturelle de l'opinion publique, ne veulent pas risquer de se voir accuser de compromission. (...)

ETATS-UNIS. Innovation et transfert de technologie. La santé et les groupes de pression, une affaire qui

marche

[10/07/2009, bulletins-electroniques.com, Antoine MYNARD.](#)

Alors que le dossier de la réforme de la santé prend une place grandissante dans le calendrier politique au niveau fédéral, les groupes de pression sont à la manoeuvre. Ils n'ont jamais été aussi actifs pour faire valoir leurs positions et intérêts. Certes les **lobbies** ont toujours existé aux Etats-Unis, en particulier dans la capitale fédérale. Mais ce qui est nouveau, et que révèle un récent papier du *Washington Post*, c'est que l'intérêt des grands comptes de la santé et de la pharmacie se porte sur d'anciens hauts fonctionnaires, membres du Congrès ou d'anciens cadres impliqués dans le travail parlementaire. Le journal, qui parle de "porte à tambour" pour relater le phénomène de circulation qui s'opère entre les législateurs et le monde des lobbyistes, évalue à 350 le nombre de personnes appartenant à la sphère exécutive ou législative qui sont passées du côté des groupes de pression. (...)

Obama lance sa révolution verte

[27/06/2009, Le Monde, Corine LESNES.](#)

(...) Malgré la défection des sept représentants de l'Alabama, le projet de loi sur le changement climatique a été adopté, offrant une victoire retentissante à M. Obama à un moment où son étoile a un peu pâli. (...)

Pour M. Obama, qui a fait de l'énergie propre et de l'économie "verte" l'un des pivots de sa politique, le passage du texte était un test de crédibilité. (...)

Le Clean Energy and Security Act a donc été acquis à une faible majorité (219 voix contre 212). Malgré le **lobbying** intensif de la Maison Blanche, mobilisant Al Gore, le Prix Nobel 2007, pour passer des coups de fil aux élus récalcitrants, 44 démocrates ont voté contre, issus des Etats charbonniers du Sud-Est, de zones rurales ou de l'industrie automobile.

Mais il y a encore un an, une loi visant à lutter contre le changement climatique aurait été impensable, l'administration Bush n'ayant jamais véritablement admis la responsabilité humaine dans le réchauffement. Et il y a six mois, la plupart des Américains n'avaient jamais entendu parler du système de marché d'émissions (cap and trade) qui est proposé (...)

La France veut ranimer l'ambition européenne sur le climat

[26/06/2009, www.europass.parma.it, Philippe RICARD.](#)

Le gouvernement affiche un bilan contrasté sur d'autres dossiers communautaires, comme la pollution des sols Bruxelles, Bureau européen

Nicolas Sarkozy tente en France de surfer sur la vague du succès des listes d'Europe Ecologie, lors des élections européennes du 7 juin. Au niveau européen, une réunion des ministres de l'environnement des Vingt-Sept, prévue

jeudi 25 juin à Luxembourg, donnera à Jean-Louis Borloo, ministre de l'écologie conforté lors du dernier remaniement, une nouvelle occasion d'afficher les ambitions françaises en vue de la prochaine négociation climatique. (...)

Nucléaire. Chantre du développement du nucléaire en Europe, le gouvernement français a même tenté - sans succès - d'introduire le nucléaire dans la prise en compte des efforts à faire en matière de développement des... renouvelables. Les **lobbyistes** d'Areva à Bruxelles font valoir que leur technologie est la meilleure façon de lutter contre le réchauffement climatique, puisqu'elle n'émet pas de rejets carbonés. (...)

L'ancien ministre de l'agriculture, Michel Barnier, a par ailleurs convaincu la commission Barroso de renoncer in extremis à saisir la Cour de justice européenne au sujet de la pollution des eaux bretonnes par les nitrates, en échange d'un vaste plan d'action. (...)

Pollution des sols. La Commission européenne a le plus grand mal à convaincre la France, l'Allemagne ou le Royaume-Uni d'adopter une directive destinée à renforcer les mesures de dépollution. Le texte est à ce stade victime du **lobbying** des industriels. Pour Paris, le projet n'apporte rien à la législation déjà en place en France.

La politique antitrust américaine reprend de la vigueur

[25/06/2009, Les Echos, Michel KTITAREFF.](#)

[Note d'Adéquations : La nouvelle administration américaine a lancé ou prévoit de lancer différentes enquêtes concernant Google, Yahoo, Apple, Intel... pour déterminer si ces firmes ne sont pas en situation d'abus de position dominante]

La concomitance de toutes ces inquisitions gouvernementales est-elle un hasard ? Non. Celles-ci seraient favorisées par un **lobbying**, apparemment paradoxal mais intensif, d'acteurs économiques influents de la Silicon Valley. Ceux-ci soulignent que, dans les technologies de l'information, la présence d'acteurs trop dominants - IBM avant-hier, Microsoft hier, Google aujourd'hui - freine l'innovation. Et donc, finalement, la création de richesses. C'est notamment la thèse défendue par Gary Reback, un avocat d'affaires de la région, qui s'est rendu célèbre en étant à l'origine des poursuites antitrust à l'égard de Microsoft. Dans un livre récent, il souligne que chaque fois que le gouvernement américain a fait respecter avec vigueur les lois antitrust, cela a permis à d'innombrables start-up innovantes de se créer et de prospérer. (...)

Après huit années de laxisme de la part de l'administration américaine, on assisterait donc aujourd'hui, avec l'élection d'un président démocrate, à un retour d'une plus grande rigueur pour combattre les abus de position dominante. (...)

Adoption définitive du projet de loi Bachelot sur l'hôpital

[24/06/2009, Le Nouvel observateur, d'après dépêche AP.](#)

Le Parlement a définitivement adopté mercredi le projet de loi Bachelot sur l'hôpital, après un ultime vote du Sénat.

(...) De nombreux amendements ont été adoptés, principalement au Sénat, pour répondre aux inquiétudes des professionnels de santé qui ont manifesté contre la réforme. Dans une grogne sans précédent, les "mandarins" s'étaient alarmés du projet du gouvernement de faire du directeur des hôpitaux les "vrais patrons".

(...) Députés et sénateurs ont enfin amendé le volet santé publique. Dans une concession au **lobby** viticole, ils ont autorisé la publicité pour les boissons alcoolisées sur Internet. Mais ils ont interdit dans le même temps la vente d'alcool et de tabac aux mineurs, ainsi que les "open bars" (soirées étudiantes où l'alcool est disponible à volonté). La vente d'alcool restera autorisée dans les stations-service entre 8h et 18h.

Les chauffards marquent un point

[24/06/2009, 20 Minutes, Maud NOYON.](#)

Les infractions minimales au Code de la route pourraient être moins sévèrement punies.

« Je roulais seulement à 132 km/h... » On connaît tous des conducteurs sanctionnés par des retraits de points qui crient à l'injustice. Sensibles aux protestations de leurs administrés, 120 députés ont signé la proposition de loi du député UMP Bernard Reynès visant à une « semi-tolérance » pour les infractions minimales au Code de la route. « Les Français approuvent la sévérité des mesures qui ont permis de faire baisser le nombre de morts, mais les petites sanctions sont vécues comme un harcèlement », juge Bernard Reynès. Voilà de quoi ravir le puissant **lobby** de l'automobile.

(...) Pour le député UMP Hervé Mariton, une nouvelle loi « n'encouragera pas la prudence ». « Les **lobbys** demandent une réduction des seuils alors qu'on sait que quand on est flashé à 55 km/h, on roule en fait au-delà de 60 », explique Vincent Julé-Parade, vice-président de l'association Victimes et citoyens contre l'insécurité routière, qui rappelle : « Depuis 2002, on a sauvé 12 000 vies sur les routes. »

La loi Novelli est débattue aujourd'hui à l'Assemblée

[16/06/2009, L'Echo Touristique, le magazine des industries du tourisme, par la rédaction.](#)

Le projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques est discuté jusqu'à jeudi dans l'hémicycle.

(...) Il comprend plusieurs volets parmi lesquels la réforme du classement hôtelier, la création de l'agence Atout France mais surtout la fin de l'exclusivité du métier d'agents de voyages. Le Snav, qui a pris les devants en menant le mois dernier une action de **lobbying** auprès de 145 parlementaires, espère que son initiative sera efficace. Car si le syndicat a peu d'espoir de voir levée la responsabilité de plein droit des agences, il espère en revanche que le montant des dédommagements sera limité aux conventions internationales. (...)

L'Europe l'Europe, l'Europe...

[05/06/2009, L'Usine nouvelle, L'éditorial de Fabrice FROSSARD](#)

L'Europe l'Europe, l'Europe... Les crispations nationales n'y feront rien, l'Europe malgré un réel désintérêt de la majorité des citoyens, continuera à dicter 80% des décisions structurantes pour l'industrie (entre autres). Certains industriels ont bien compris cet enjeu et ont ouvert des représentations à Bruxelles afin d'y exercer des actions de **lobbying**. Trop peu hélas et majoritairement des grands groupes. Pourtant, et c'est trop peu dit, les députés européens sont, contrairement à nombre de politiques nationaux, très à l'écoute des experts et, fait rare, tiennent compte de leur avis s'ils sont suffisamment étayés.

Quiconque à déjà lu des notes réalisés par un des 5000 expert en **lobbying** de Bruxelles, ne pourra qu'être impressionné par la qualité du travail fourni. Tant en termes d'information, que d'influence.

Et chacun peut contribuer et avoir droit au chapitre. Sur quelque sujet que ce soit. Avec paradoxalement une facilité d'accès aux députés étonnante au regard de la complexité de la machine institutionnelle. Des députés qui ont quasiment une obligation de résultat et de présence. (...)

Etats-Unis : lobbying intense avant une avalanche de lois écolos

[05/06/2009, Rue 89, Hélène CRIE-WIESNER](#)

(De Raleigh, Caroline du Nord)

Alors que la Chambre des représentants au Congrès américain examine depuis le 19 mai une grande loi-cadre sur l'énergie et le réchauffement climatique, tout ce que les Etats-Unis compte de mouvements et d'associations environnementalistes est sur le pied de guerre.

Objectif : gagner la bataille de l'opinion publique, faute de quoi aucune loi, si audacieuse soit-elle, ne servira à rien. (...)

Avec l'argent gagné à partir de 2006 grâce au film « Une vérité qui dérange », Al Gore a fondé deux groupes différents : Alliance for Climate Protection et The Climate Project, chacun travaillant dans son coin et ramassant des sous à sa façon. (...)

Intensifier le **lobbying**

Parallèlement, le siège de l'association a quitté son berceau écolo-bobo californien pour venir s'installer à Washington, histoire de faire jouer plus efficacement ses lobbystes au Congrès. (...)

Une avalanche de réformes à venir

L'Environmental Protection Agency (équivalent du ministère de l'Ecologie) prévoit aussi de faire diminuer les émissions de gaz à effet de serre des avions, des navires (...)

La future nouvelle loi sur l'énergie va aussi contraindre les industriels dans leur ensemble à reconsidérer leurs

émissions (...)

Pour que cette avalanche de réformes passe sans trop stresser la population, sans trop la braquer contre le président qui veut des résultats rapides, Gore, ses copains et leurs alliés ont intérêt à se montrer très, très pédagogues.

Création du Haut Conseil des Biotechnologies. « Pourquoi je saisis la justice »

[28/05/2009, Le Nouvel Observateur, Guillaume MALAURIE](http://hebdo.nouvelobs.com/hebdo/parution/p2325/articles/a402393-.html)

L'ex-ministre de l'Environnement Corinne Lepage attaque devant le Conseil d'Etat le décret instituant le nouvel organisme chargé d'éclairer le gouvernement sur les choix biotechnologiques

Le Nouvel Observateur. - Sur des sujets intéressant directement notre santé - OGM, portables... -, les querelles des experts se multiplient. Le public est perdu. Qui croire ?

Corinne Lepage. - Ce n'est pas la compétence scientifique des experts qui est en cause. C'est leur indépendance qui parfois peut être discutée. (...)

(...) certains des experts français sur la sécurité alimentaire ont des brevets concernant la transgénèse. C'est le cas d'un membre de l'Afssa qui a un brevet chez Rhône-Poulenc. Le cas aussi de deux membres du tout nouveau Haut Conseil des Biotechnologies. L'un avec la firme semencière Bayer, l'autre avec un laboratoire japonais. Déposer des brevets, c'est leur droit le plus strict. Mais ces situations propices à des « **conflits d'intérêts** » nuisent à la crédibilité des décisions. (...)

[Un certain système] favorise l'irresponsabilité générale. D'un côté les experts rappellent qu'ils ne sont pas les décideurs, de l'autre les politiques soulignent qu'ils ne font que suivre l'avis des scientifiques. Du coup, les experts, craignant que leur responsabilité ne soit engagée un jour ou l'autre, ont tendance à ne jamais se déjuger. Cette organisation n'est pas bonne.

Point de vue. Au secours, le « gang des grilles pains » revient

[27/04/2009, Le Moniteur, Cler, RAC-F, les Amis de la terre, Greenpeace, WWF](#)

A l'heure de l'élaboration de la nouvelle réglementation thermique RT 2012, le Comité de Liaison Energies Renouvelables, Réseau Action Climat -France, Greenpeace, WWF et les amis de la terre pointent du doigt le **lobbying** de ceux qu'ils nomment le « gang des grilles pain », autrement dit les défenseurs du chauffage électrique.

Suite à l'adoption il y a plus de 6 mois par l'Assemblée Nationale du fameux article 4 de la loi Grenelle 1 sur la nouvelle réglementation thermique dans le bâtiment, les manoeuvres vont bon train pour tenter de vider de sa

substance le compromis obtenu sur intervention de Jean-Louis Borloo en personne.

L'administration et certains **lobbies** se mobilisent aujourd'hui pour trouver le moyen de contourner l'obligation de fixer « un seuil ambitieux de besoin maximal en énergie de chauffage des bâtiments [pouvant] être modulé en fonction de la localisation, des caractéristiques et de l'usage des bâtiments ». (...)

Le lobby pro-amiante se félicite des dérogations accordées par la Commission européenne

[10/03/09, Viva Magazine](#)

Le **lobby** pro-amiante canadien - gros exportateur de ce minéral - s'est réjoui dans *la Tribune* (04/03/08) de la récente décision de la Commission européenne de laisser poursuivre les importations d'amiante en Europe au-delà du 1er janvier 2008. Alors même qu'elle s'était engagée à agir pour une interdiction mondiale et que l'amiante est officiellement interdit dans l'Union européenne depuis 2005. (...)

La position de la Commission européenne est comprise comme un encouragement pour le **lobby** de l'amiante. Selon la Tribune, le président de l'assemblée du Québec déclare ouvertement que les démarches du lobby « commencent à porter leur fruit ». (...)

Sur la lutte contre l'obésité et contre l'alcool, les députés ont bien entendu les lobbys

[10/03/09, Viva Magazine](#)

Le débat sur la loi « Hôpital, patients, territoire, santé » a abordé plusieurs questions de santé publique importantes hier, 9 mars : publicités alimentaires visant les enfants, publicité sur l'alcool, interdiction de vente du tabac et de l'alcool aux mineurs...

Obésité : la pub alimentaire visant les enfants maintenue à la télé

L'Assemblée nationale a réaffirmé la « priorité » accordée à la lutte contre l'obésité des enfants, mais elle a refusé d'interdire les publicités pour les produits gras ou sucrés « dans les 15 minutes qui précèdent et suivent » des programmes destinés à la jeunesse . (...)

Sida et hépatites : l'anonymat du dépistage pourra être levé (...)

Alcool : les lobbys ont bien travaillé

Enfin, côté alcool, les parlementaires ont adopté l'interdiction de la distribution et de la vente d'alcool et de tabac aux moins de 18 ans (au lieu de 16 ans) (...)

La loi Evin de 1991 ne prenait pas en compte le net (qui n'existait pas) et il fallait actualiser. Un compromis semblait avoir été trouvé pour autoriser cette publicité sur les seuls sites des producteurs. Mais le texte voté va beaucoup plus loin : la publicité pour l'alcool est autorisée sauf sur les sites « principalement destinés à la jeunesse » et ceux liés au mouvement sportif. (...)

Comment le Figaro est devenu le premier journal-sandwich

[27 02 2009, Marianne2, Régis SOUBROUILLARD](#)

Dans le journal ou sur son site internet, Le Figaro multiplie les partenariats : des interviews sponsorisées par Orange, des débats organisés par un cabinet de **lobbying** d'obédience libérale, des conférences-dîners en partenariat avec l'Hotel Lutétia et d'autres surprises...

Depuis le début de l'ère Mougeotte, le Figaro est entré dans une nouvelle phase de son développement avec la multiplication dans les pages du journal et sur son site web de discrets et ambigus partenariats à visées commerciales. (...)

Info ou communication ?

La lettre A indique que Le Figaro organise également des « grands débats » animés par Mathieu Laine et Paul François Paoli. « Petit hic : en bas de page, un logo signale un partenariat avec le cabinet de conseil Altermind créé par Mathieu Laine et Anne Méaux » ajoute la Lettre qui s'interroge « Info ou communication ? ». La question mérite, en effet, d'être posée ?

La société Altermind s'affiche clairement comme une entreprise de **lobbying** d'obédience libérale. (...)

Des vents contraires freinent l'éolien français

[24/02/2009, La Tribune, Jérôme CHASNIER](#)

Le nombre de permis de construire d'éoliennes a plongé au dernier trimestre 2008. Et la fin de la taxe professionnelle menace les projets.

L'éolien français tourne à bas régime. Certes, le nombre d'aérogénérateurs installés en 2008 a permis de faire progresser la puissance installée de quelque 37 % (950 MW) pour la porter à 3.040 mégawatts (MW). Toutefois, la dynamique de développement semble s'être enrayée depuis quelques mois. (...)

Le nombre de permis de construire accordés depuis la mi-2008 a fondu comme neige au soleil, affirme-t-on au SER. Il a été divisé par 2,5. « Les questions d'intégration dans le paysage deviennent de plus en plus sensibles. L'administration tarde à valider les projets qui ont pourtant franchi avec succès les différentes phases d'études d'impact et d'enquêtes publiques », regrette Christian Dugué. En clair, certains préfets aux responsabilités dans les grandes régions éoliennes françaises (Picardie, Champagne-Ardenne, Centre) seraient plus sensibles que d'autres aux sirènes des **lobbies** antiéoliens de plus en plus vivaces et organisés. (...)

Coup de froid sur le réchauffement climatique

[20/02/2009, motomag.com, Frédéric BROZDZIAK](#)

L'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique ne sont plus les « gros mots » de notre société. Du moins c'est ce qu'on aurait pu penser, quand, dans les années 90, l'Europe voulait imposer aux constructeurs automobiles la production, en 2005, de véhicules dont le taux d'émission ne dépasserait pas les 120 g de CO2 par kilomètre. Seulement cette échéance n'a cessé d'être repoussée depuis. (...)

C'était sans compter, une fois de plus, sur la puissance du lobby automobile.

En effet, la crise aidant certainement, ce dernier a obtenu de la part du Parlement européen, le 17 décembre 2008, d'atteindre le taux de 130 g en 2015. Quand on sait que le rejet de CO2 est lié directement à la consommation de carburant par le véhicule, il est loin, le Grenelle de l'environnement (...).

Quand le conseiller social de Sarkozy retourne à la presse

[18/02/09, Rue89, David SERVENAY](#)

L'info est tombée en douce, juste avant la grande grève du 29 janvier : Arfilia et Kifilia montent au capital d'AEF à hauteur de 70%. En clair : Raymond Soubie, le conseiller social de Nicolas Sarkozy, devient le principal actionnaire d'une agence de presse spécialisée sur l'actualité sociale. **Conflit d'intérêt** en vue ? Pas du tout, répondent en chœur les intéressés.

Les syndicats et le Medef du même avis : pas de commentaires

« Nous ne ferons aucun commentaire. » Au bout du fil, le communicant de Force ouvrière est visiblement gêné par le sujet. Raymond Soubie a toujours été proche de FO et FO a besoin de l'Agence Emploi Formation (AEF), principale lettre professionnelle sur l'enseignement, la formation professionnelle, les politiques de l'emploi et la protection sociale. Idem pour le Medef... Fait rare en ces temps de crise, le sujet fait l'unanimité chez les partenaires sociaux. (...)

Lobbying : panique à la Commission européenne

[16/02/09, Le Figaro, Pierre AVRIL](#)

Douze sociétés « douteuses » sont inscrites sur la liste officielle des groupes de pression de l'institution.

Il règne un climat de paranoïa à la commission européenne depuis la découverte, la semaine dernière, d'une opération de piratage du registre d'enregistrement des **lobbyistes** à Bruxelles. Une mystérieuse société financière britannique, baptisée Fare Banks Ltd s'est inscrite, le plus simplement du monde, sur la liste des multiples groupes de pression opérant au sein du quartier européen.

Sur sa fiche d'identité, le cabinet en question affirme réaliser 250 millions d'euros de chiffres d'affaires, un revenu quarante fois supérieur à celui des plus gros cabinets de la place, comme Hill & Knowlton ! Son patron a tout l'air d'être un faux nez cachant un politicien italien, proche de Forza Italia, le parti de Silvio Berlusconi. Le personnage en

question, Gennaro Ruggiero, fantaisiste et hâbleur, est également lié à une douzaine d'ONG, également inscrites dans le fichier bruxellois. Ce qui permet à ces dernières d'être associées à l'élaboration des lois. (...)

INTERVIEW - OGM : Greenpeace dénonce des "fuites organisées"

[12/02/09, Le Point, propos recueillis par Ségolène de LARQUIER](#)

D'après un rapport officiel, l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afssa) conclut à l'innocuité du maïs transgénique Mon 810 de la firme Monsanto, dont la culture est interdite en France . Il contredit les arguments du rapport du professeur Yvon le Maho sur lequel Paris s'est appuyée, l'an dernier, pour justifier l'interdiction de la culture de ce maïs transgénique en France.

Faut-il alors s'attendre à ce que la culture de ce maïs soit à nouveau autorisée en France ? Lepoint.fr a recueilli la réaction d'Arnaud Apoteker, responsable de la campagne anti-OGM de Greenpeace. Ce dernier ne cache pas son scepticisme au sujet de la note de l'Afssa : "Il a dû y avoir des fuites organisées. Il y a un effort concerté de la part du **lobby** de l'industrie de la biotechnologie", souligne-t-il. (...)

A. A. : Cela me fait rigoler quand on parle de la pression des associations anti-OGM ! Lorsque l'on discute avec différentes personnalités au sein du ministère de l'Écologie, on voit qu'elles n'ont jamais connu autant de **lobbying** de la part de compagnies de biotechnologie ! Alors, évidemment, les protestations des associations qui veulent protéger la population des OGM sont plus visibles... Mais la pression exercée de la part du **lobby** des biotechnologies est bien plus forte ! En revanche, on peut parler d'une décision politique parce que le gouvernement s'est rendu compte des inconnues et des risques présentés par le Mon 810.

Un plan de relance encore vert pâle

[03/02/09, Les Echos, Julie CHAUVEAU](#)

(...) Dans son discours à Lyon, hier, François Fillon n'a pas fait la moindre allusion au Grenelle de l'environnement et à l'idée de profiter du plan de relance pour rendre la France plus sobre en carbone, au grand dam des défenseurs de l'écologie.

« Le plan de relance du gouvernement est le véritable accélérateur du Grenelle », affirmait pourtant haut et fort ces dernières semaines le ministre de l'Ecologie, Jean-Louis Borloo. (...) Mais pour faire « tourner la machine économique », le gouvernement a d'abord choisi d'utiliser un levier classique : refaire les routes. (...)

Sur les 870 millions d'euros consacrés aux infrastructures de transport, 400 millions serviront à réparer les chaussées, les ouvrages d'art ou sécuriser le tunnel du Fréjus. Ce programme ne comporte certes pas de création de nouvelles routes, mais il montre que le poids du **lobby** des entreprises routières a été efficace, que les élus locaux pensent encore de manière privilégiée à la route (...)

L'EPR à Penly ne se fait pas que des amis

[31/01/09, Libération \(source AFP\)](#)

« Fait du prince », « clientélisme industriel au bénéfice des copains », « promotion du **lobby** nucléaire »... Les critiques se multiplient après l'annonce par Sarkozy de la construction d'une deuxième centrale nucléaire EPR en Seine-Maritime. (...)

Colère des écologistes après la décision de Sarkozy de lancer un second EPR

[30/01/09, Nouvelobs.com par reprise de dépêche AP](#)

Les organisations écologistes ont vivement condamné vendredi la décision de Nicolas Sarkozy de valider la construction d'une seconde centrale EPR en France, une "erreur historique" pour France Nature Environnement (FNE).

Après celle de Flamanville (Manche) en cours de réalisation, l'Élysée a annoncé jeudi soir que le président avait confirmé le lancement de la réalisation d'une seconde centrale nucléaire de type EPR, réacteur de nouvelle génération, en France sur le site de Penly en Seine-Maritime. GDF Suez sera associé à ce projet d'EDF.

Greenpeace a aussitôt annoncé qu'elle allait "employer les moyens les plus adaptés pour contrer cette décision absurde", qui "n'a qu'un seul objectif : satisfaire quelques **lobbies** comme Areva, EDF ou GDF-Suez". Pour Yannick Rousselet, de Greenpeace France, cette décision "signe l'avis de décès du Grenelle de l'environnement : c'est le signe qu'en France, on privilégie la consommation tous azimuts, et non l'efficacité énergétique et les renouvelables". (...)

Pesticides : le lobby agricole tente encore d'affaiblir la loi Grenelle

[Terre Sauvage, 28/01/09](#)

Dans un communiqué du mercredi 28 janvier, le MDRGF (Mouvement pour le droit et le respect des générations futures) rapporte que, par une série d'amendements, certains sénateurs, représentants le **lobby** de l'agriculture intensive, essayent d'affaiblir les mesures sur les pesticides prévues par la loi Grenelle I, actuellement en lecture au Sénat. (...)

La F1 est-elle "grenello-compatible" ?

[27/01/09, Blog "Autour des sciences", <http://sciences.blog.lemonde.fr>, G. BENJAMEN, J. PARIENTE](#)

L'Alliance pour la planète a recensé dans une google map tous les projets "grenello-incompatibles" qui vont voir le jour. La pépite de cette carte est dans doute le projet de circuit de F1 dans les Yvelines avalisé par les sénateurs la semaine dernière. (...)

Ce probable futur circuit sera construit au dessus d'une nappe phréatique et utilisera des terres destinées à l'agriculture biologique (...)

Des sénateurs UMP ont proposé un amendement au plan de relance de l'économie, qui permet d'accélérer sérieusement la cadence. Michel Guerry, sénateur des Français établis hors de France, a vanté "un enjeu national sur le plan sportif, touristique industriel et économique". (...)

C'est un bel exemple de "cavalier législatif", c'est à dire une mesure insérée dans un texte qui n'a aucun rapport. (...)

Sans surprise, l'amendement a été adopté malgré l'opposition du sénateur vert de Paris, Jean Desessard.

"Les articles additionnels sont toujours l'occasion pour les **lobbies** de s'exprimer : il y a la relance, et chacun y va de son petit projet ! Avec cet amendement, c'est le **lobby** de la fédération automobile qui parle !" (...)

Rappelons tout de même, ici, les paroles de Nicolas Sarkozy à l'issue du Grenelle.

"Tous les grands projets publics, toutes les décisions publiques seront désormais arbitrées en intégrant leur coût pour le climat, leur « coût en carbone » (...) en intégrant leur coût pour la biodiversité. Très clairement, un projet dont le coût environnemental est trop lourd sera refusé." (25 octobre 2007)

NKM : Regrets sur les blogs écolos, espoir pour les technophiles

[16/01/09. Le Monde. Antonin SABOT](#)

A la faveur du remaniement du 15 janvier, Nathalie Kosciusko-Morizet quitte le secrétariat d'Etat à l'écologie pour celui dédié à la prospective et à l'économie numérique. Au grand regret des blogueurs "verts".

"NKM, c'était un peu l'aiguillon d'un ministère pépère de l'environnement. L'agitatrice qui ne cachait pas son rejet du nucléaire ou encore des OGM", commente Denis Delbecq sur son blog Effets de Terre. (...)

Sur les compétences de la nouvelle secrétaire d'Etat, les blogueurs sont partagés. La question télescope celle de la place de son frère à la tête de PriceMinister.com (voir son interview sur Rue89 et celle de Benoît Hamon sur Le Post.fr) et du **lobby** de l'économie numérique Acsel. Si les journalistes comme Philippe Cohen, de Marianne 2, voient dans cette nomination "la définition même du conflit d'intérêts", certains blogueurs vont jusqu'à faire de cette proximité un gage de compétence : "La nomination de NKM est la bienvenue car elle connaît bien l'industrie Internet et est proche de son frère Pierre (PKM), qui est président de l'Association de l'économie numérique" . (...)

Ce nouveau pesticide qui inquiète les apiculteurs

[04/01/09, Le Progrès de Lyon, Olivier LEROY](#)

Après six mois de tests dans trois départements dont l'Ain, l'insecticide à destination du maïs a été autorisé par le ministère jusqu'au 15 mai 2009. Une décision qui fait bondir les apiculteurs

Depuis le 17 décembre, les agriculteurs de France savent qu'ils peuvent utiliser l'insecticide Cruiser pour le traitement du maïs. Une annonce qui ne faisait plus guère de doutes depuis des semaines et qui ne manque pas de soulever l'indignation des apiculteurs qui, après avoir obtenu le retrait du Gaucho, ont vu arriver son petit frère qu'ils accusent d'être tout aussi nocif.

Car privé de Gaucho, le groupe Syngenta a proposé un remplaçant qui, comme son prédécesseur, a très rapidement été montré du doigt. Une levée de boucliers tellement forte qu'elle avait incité le ministre de l'agriculture Michel Barnier à lancer un comité de pilotage du suivi Cruiser dans trois départements dont dans l'Ain, département qui compte 550 000 hectares de maïs. (...)

Aujourd'hui, les opposants (...) parlent de dés pipés. « On savait de toute façon que le pouvoir du **lobby** des céréaliers allait l'emporter. Bien avant que la décision soit annoncée par le gouvernement, le groupe Syngenta avait déjà préparé sa campagne publicitaire pour lancer le Cruiser au printemps » explique Bernard Verre, le représentant du Gasa. (...)

Révoltés et indignés, les apiculteurs se demandent aujourd'hui ce qu'ils peuvent faire. « L'année dernière, on a perdu 20 % de nos abeilles en plus... Là, l'entrée d'hiver n'est pas meilleure. Au printemps prochain, ce sera encore pire avec le Cruiser ».